

UPRESA 8058, Centre d'histoire sociale du XXe siècle
Organisé dans le cadre du programme de recherche
" Prosopographie des militants ", CNRS/Paris I

**MARGES ET REPLIS, FRONTIÈRES,
CAS LIMITES,
DANS LA GAUCHE FRANÇAISE :
L'APPORT DES ITINÉRAIRES MILITANTS**

Journée organisée par Claude Pennetier

CHS 9 rue Malher 75004 Paris
2002

SOMMAIRE

PENNETIER Claude : " Marges et replis dans la gauche, le mouvement: essai de mise en place d'une problématique "	p. 7
MISCHI Julian : " Marginalités géographiques et sociales dans les fédérations communistes de Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle et Allier "	p 13
REYNAUD-PALIGOT Carole : " Surréalisme et politique : la marge assumée "	p 23
TOUCAS Patricia : " Le mutualisme, lieu de replis militant : l'exemple de Lucien Molino (1907-2000) "	p 20
MORIN Gilles : " Marges et replis dans la SFIO, 1945-1969 "	p 37
LANUQUE Jean-Guillaume: " Marges et replis dans le mouvement ouvrier français : le cas de l'extrême gauche "	p 36
PINAULT Michel : " Quelques réflexions sur la place des scientifiques au sein du PCF dans l'après-guerre " ..	p 41
JACQUIER Charles: " Repli et marginalité : Les anciens " gauchistes " des années 30 et la revue <i>Preuves</i> "	p 46

REMERCIEMENTS

Nous tenons remercier Paul Boulland, Maud Soulier et Karine Massouf qui ont permis la réalisation de cette publication.

PENNETIER Claude

Marges et replis dans la gauche française et le mouvement ouvrier : propositions d'approche problématique.

Un des traits spécifiques de la gauche française et du mouvement ouvrier est l'éclatement, l'émiettement même. Le mouvement entre les différents ensembles, les différents pôles, est au cœur de toute approche biographique et prosopographique. Notre attention se porte en priorité vers les profils types qui s'affirment historiquement au travers du syndicalisme révolutionnaire (ouvriérisme et autodidaxie), du radicalisme (assise populaire et service de la République), du socialisme réformiste (rencontre du monde populaire et des élites culturelles), du communisme (affirmation du cadre thorézien), du christianisme social (ouvriérisation et affirmation religieuse). Ces profils fonctionnent en couples tantôt antagoniques, tantôt complémentaires. Il serait trop long d'en chercher toutes les configurations. Deux au moins s'imposent pour éclairer notre propos, c'est le couple militant communiste et militant chrétien en milieu populaire, de la main tendue à 1968. Concurrence et fascination mutuelle créent des espaces politiques qui bénéficieront essentiellement au renouveau socialiste lorsque celui s'éloignera d'un anticléricalisme ancestral.

Non seulement ces rencontres et ces concurrences n'ont pas pour cadre les seuls grands partis et syndicats (elles concernent les associations, les clubs, les médias) mais elles prennent dans les organisations des formes détournées.

Le vocabulaire « marges et replis » vise à mieux traquer les formes masquées ou du moins obscures des positionnements, celles qui échappent au canon de l'activité militante. Encore faut-il s'entendre sur l'espace politique étudié dans cette journée : la gauche et le mouvement ouvrier. Ce qui revient à admettre qu'ils ne se confondent pas même s'ils sont en étroite interaction. La gauche a une définition politique fluctuante mais historiquement référencée comme « parti du mouvement ».

Quant au concept de mouvement ouvrier, il peut faire l'objet d'une mise en cause qui mérite d'être commentée. A l'occasion d'un compte rendu du *Siècle des communismes*, on pouvait lire dans le *Nouvel observateur* du 25 octobre 2000 au détour d'un excellent article d'André Burgière cette petite phrase : « Plusieurs auteurs du livre continuent à parler de mouvement ouvrier comme si ce concept langue de bois, qui mêle aux formations syndicales des partis n'ayant d'ouvriers que le nom, était une catégorie des réalités. » S'il s'agissait d'un simple travail de déconstruction de catégories réifiées on pourrait prendre en compte cette remarque. Derrière la référence ouvrière se cache des situations complexes, des configurations sociales multiples qui ne concernent d'ailleurs pas les seules organisations politiques. Les secrétaires généraux de nos actuelles confédérations ouvrières sont-ils ouvriers au sens sociologique du terme ? Le mouvement ouvrier n'est pas une référence sociologique mais une référence politique, une inscription dans une histoire, une tradition. Se réclament du mouvement ouvrier ceux qui placent leur espoir de transformation sociale dans l'action collective des travailleurs. Si on veut dire que le mouvement ouvrier est une forme de représentation basée sur un référentiel

historique et symbolique plus qu'une catégorie des réalités, soit. Mais l'effacement, au prétexte d'une opposition mal maîtrisée entre le syndical et le politique n'est-il pas un accompagnement de la disqualification politique des mouvements issus du monde du travail au prétexte de la transformation de ce monde et de la relativisation de son poids social ?

Loin de nous éloigner de l'intitulé de cette journée, ce travail sur le vocabulaire nous signale qu'il n'y aurait de centralité qu'ouvrière, et encore de la grande industrie, et que c'est aux diverses périodes, une importante partie des militants, sinon une majorité (paysans, artisans, petits commerçants, employés, enseignants) qui sont socialement aux marges.

Aux marges du palais ouvrier

Le vocabulaire de « marges et replis » est emprunté à la sociologie urbaine. Les marges de la ville sont un objet classique d'observation, de faubourgs ou banlieues qui dialogue avec notre approche. Le mythe de la banlieue rouge, mythe un sens sorelien, comme vision collective génératrice d'action, fait passer la peur sociale du centre vers la marge. L'encerclement de la capitale par la banlieue prend un nouveau visage avec les évolutions urbaines des années 1980. La peur devient plus sociale que politique. Dans le même temps la ville se découvre des espaces détournés de sa vocation. Aussi les passages commerciaux deviennent des zones de replis, d'économie proche de celle de ville des pays faiblement industrialisés. Ces zones de replis réinsèrent la marge dans la ville en lui apportant des adaptations provisoires et mobiles qui échappent aux observations économiques traditionnelles : travail au noir, échange de produits et de savoirs, récupération, bricolage informatique (voir Hélène Hatzfeld, Marc Hatzfeld et Nadja Ringart, *Quand la marge est créatrice — les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Editions de l'Aube, 2000).

Sans pousser plus loin la comparaison, l'idée est donc de voir le rapport qu'entretiennent des formes normalisées de militantisme avec des militantismes atypiques, peu visibles ou sous-évalués, ou encore qui ne disposent pas de la visibilité politique dans leur domaine parce qu'ils brouillent l'image que l'organisation veut donner d'elle-même.

Écartons d'emblée deux interprétations.

Celle qui retiendrait du mot marge le sens trivial et qui feraient de toute association du mot et d'une catégorie sociale ou politique une forme de disqualification.

Inversement, il serait intellectuellement dangereux de voir dans les marges et les replis une forme privilégiée du renouvellement, du dépassement des blocages sociaux et politiques.

L'intérêt d'une telle approche est d'abord méthodologique. On sait que pour l'étude des groupes sociaux et finalement de toute population, les cas limites, les cas inclus, les cas exclus, les individus frontières, les individus à l'intersection de plusieurs ensembles méritent une attention particulière. Le groupe ouvrier et le groupe paysan se conçoivent

mieux avec une réflexion sur les ouvriers d'usine qui conservent une exploitation agricole gérée avec leur épouse (Gribaudi, *Turin*). La même remarque vaut pour les ouvriers tenanciers d'un bistrot, cas courant au XIX^e siècle mais qui tend à disparaître au XX^e. Or les uns comme les autres peuvent être des acteurs importants des mobilisations ouvrières, soit en fournissant aux syndicats et organisations ouvrières de lieux de réunions, soit en apportant aux luttes la vigueur d'une prise de conscience ouvrière nouvelle.

C'est la prise en compte, l'analyse et la description des cas limites, des entre-deux qui fait la qualité d'un travail prosopographique. Certes l'historien est à la recherche des effets de seuils qui délimitent clairement des catégories. Mais même dans ce cas un groupe social ou un groupe militant est aussi intéressant par le dégradé que par la couleur plate.

Le thème de cette journée doit être compris comme une volonté de ne pas s'enfermer dans une prosopographie trop étroitement organisationnelle et institutionnelle. Un des intérêts de l'étude des itinéraires est leur grande complexité diachronique et synchronique. On peut porter successivement divers engagements et s'investir simultanément dans divers mouvements. Même si des années trente aux années cinquante s'affirment, dans le monde populaire, des cadres structurants, politiques (on pense en premier lieu au communisme des années de guerre froide), syndicaux ou religieux, on ne peut que constater l'affaiblissement des mouvements centrifuges et des orthodoxies dans les années soixante.

Les lieux et les formes

La marge peut se situer dans l'organisation ou hors de l'organisation, elle peut être politique ou sociale ou les deux à la fois. La faiblesse du capital scolaire ou inversement un capital scolaire qui éloigne du milieu que l'on veut représenter sont des facteurs de marginalisation. Pendant l'entre-deux-guerres, rares sont les non-titulaires du CEP qui arrivent à s'imposer dans l'encadrement des partis et de syndicats. La possession d'un bac ou d'une licence signale généralement des origines bourgeoises, des mains blanches et des cols durs. La période 1945-1968 est une période de transition qui autorise des exceptions. Mais dès les années soixante l'immersion en milieu de travail populaire de diplômés devient fréquente. Il ne s'agit pas seulement des établis dans l'industrie qui partagent avec les prêtres ouvriers une origine sociale souvent bourgeoise, il s'agit aussi d'anarchistes ou de trotskistes qui entrent dans les PTT, dans les hôpitaux, à la SNCF, sans consignes précises, sans stratégie mais avec l'intuition qu'ils s'y intégreront. C'est le cas de Christophe Aguiton, une des têtes pensantes de Sud et de bien d'autres.

La polysémie du mot "repli", nous permet d'envisager à la fois la retraite volontaire ou stratégique¹ : la prise de distance telle que nous l'avons étudié avec Denis Peschanki à l'occasion du Pacte germano-soviétique (Le Parti communiste des années sombres 1938-1941, Seuil, 1986) ; Jean Maitron n'est-il pas lui-même un replié après la déception du Pacte ; la dissidence avec ce qu'elle implique de combat et de volonté ; la

¹ Le reconversion qui fait passer un militant d'un rôle dirigeant dans une organisation à un rôle dirigeant dans une organisation concurrente ou nouvelle s'éloigne semble-t-il de notre réflexion. Il s'agit parfois d'un repositionnement qui donne une nouvelle centralité à l'action militante mais on ne peut pas exclure que la culture politique ou syndicale d'origine contribue à un positionnement spécifique.

défection qui fait couple avec l'abandon, le retrait enfin qui sonne comme la retraite. Le militant ou la militante se situe alors aux marges de l'organisation ou hors de celle-ci.

Le repli c'est aussi l'épaisseur, le recouvrement qui au sein même de l'organisation voit se former, sous les plis, d'autres formes de vie, de pratiques et de pensée politique que celle envisagée par le parti ou le syndicat : on pense dans l'univers communiste aux artistes d'avant-garde en pleine période de réalisme socialiste, aux partisans de la psychanalyse, aux soutiens du planning familial, aux femmes qui sont féministes sans se nommer, aux chrétiens dans des mouvements qui affirment leur refus des religions.

Sa forme extrême c'est bien sûr la tendance clandestine comme celle de « Que faire ? » dans le Parti communiste de 1933-1936 (Georges Kagan, André Ferrat. Le groupe fut identifié par Piatnitsky, via Jean Jérôme dès 1933) ou d' « Unir » du milieu des années cinquante aux années soixante.

C'est aussi l'entrisme, l'entrée dans une organisation pour y mener un travail fractionnel ou du moins organisé. C'est le cas de l'entrisme dans le Parti radical des militantes de l'Union française pour le suffrage des femmes dirigée par Cécile Brunschvicg. Mais on associe surtout ce vocabulaire au choix tactique de Trotsky en 1934 consistant à faire adhérer les oppositionnels au Parti socialiste pour qu'ils ne soient pas à l'écart du grand mouvement d'union qui se dessinait. Il s'agissait alors d'un entrisme « drapeau rouge déployé », sans concession puisque la tendance prit aussitôt le nom de Groupe bolchevik-léniniste. La même tactique fut employée en 1939 vis-à-vis du PSOP de Marceau Pivert. L' « entrisme *sui generis* » proposé par Pablo en 1952 diffère par sa forme clandestine et sélective. Ces détours tactiques ne sont pas sans risque pour les hommes et pour les femmes qui les vivent : adaptation à l'institution d'accueil, conflits entre l'intérieur et l'extérieur...

Autre détour, social et religieux cette fois, celui des prêtres ouvriers, doublement marginalisés, doublement repliés. Ils sont marginalisés dans l'église par la décision de mars 1954 et dans le monde ouvrier. Paul Claudel notait dans le Figaro du 3 avril 1954 : « Le prêtre ne parviendra jamais à identifier son sort à celui de l'ouvrier. Il lui faudrait pour cela être marié, chargé de famille, anéantir en lui les privilèges de l'éducation et de l'instruction. » D'où leur marginalisation par le haut, en intellectuels au service du mouvement ouvrier et leur richesse créatrice au plan théologique. Là encore, seul le détour par les itinéraires individuels permettra de donner tout son sens à cette expérience.

Itinéraires individuels de marge et de repli et créativité

Certaines positions de replis, celles de vaincus de l'histoire renvoient essentiellement à des destins personnels. Je pense à ces militants écartés proches, de la CGT, pour « collaboration » et condamnés à la marginalité, par exemple à l'écriture (Georges Lefranc) et à une quasi stérilité.

Au contraire les anticolonialistes, les partisans de la nouvelle gauche, les « critiques de gauche » de l'avant 1968, les féministes ouvrent des espaces de créativité qui fleurissent en mai et dans les années soixante-dix.

On pense aussi à l'anarchisme et aux positionnements anarchisants encore que l' " en dehors " et l'individualiste participent d'une autre réflexion. Mais n'y a-t-il pas dans certains milieux intellectuels et artistiques (surréalistes, avant-garde...) une esthétisation de la marge ?

Pour d'autres la marge peut être un positionnement éthique. Les syndicalistes enseignants ne sont-ils pas tentés par une marginalité assumée comme un ascétisme (le " refus de parvenir " dans le syndicalisme de tradition syndicaliste révolutionnaire) en raison de leur place sociale confirmée et renforcée par l'extériorité de leur syndicalisme autonome ?

La marge est également un phénomène générationnel, ainsi pour les étudiants mais aussi pour les générations d'expérience. La génération de la guerre et de la résistance a une expérience spécifique par tous les détours tactiques qu'elle impose mais surtout par la frontière nouvelle qu'elle crée dans l'action résistante. Bien des résistants ne s'adapteront pas aux logiques politiques des années cinquante. " L'esprit FTP " au Parti communiste du début des années cinquante, le " résistancialisme " ailleurs, donnent naissance à des franges militantes parfois mises à l'écart, parfois marginalisées.

La guerre d'Algérie est grande pourvoyeuse de clivages qui marginalisent. La désertion, les réseaux d'aide au FLN en sont une forme extrême. Les grands thèmes internationaux, l'antisoviétisme, l'antiaméricanisme, l'Europe contribuent à des prises de conscience qui ne se font pas au rythme des organisations d'accueil.

Les nébuleuses de gauche sont des ensembles fluides qu'on veut bien durcir en attribuant des qualificatifs : libertaires, trotskistes, cultureux, chrétiens, crypto sans rendre compte de la diversité des formes militantes. Le regard transversal qu'offre cette approche peut contribuer à relativiser les barrières partisans, à dépasser les approches par cercles concentriques : sympathisants, militants, dirigeants.

Comment intégrer cette dimension, qui n'est pas si " marginale " qu'elle n'en a l'air, dans la sociologie et la prosopographie du militantisme ? Travailler sur les marges et les replis n'est-ce pas travailler aussi sur les frontières et les cas limites et donc contribuer à mieux définir le centre ?

MISCHI Julian

Marginalités géographiques et sociales dans les fédérations communistes de Meurthe-et-Moselle, Loire-Atlantique et Allier

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre plus général d'une étude comparative de l'implantation du Parti communiste français au sein de quatre terrains. Objet d'une thèse en voie d'achèvement, ce travail met l'accent sur les variations locales et sociales de l'engagement communiste. Son approche socio-historique permet de prendre en compte un temps-long, de la scission socialiste de 1920 à la mutation actuelle du PCF, et de mettre au centre de l'investigation, non pas l'appareil partisan central, mais les réseaux militants, à la base. En effet, dans la lignée de Jacques Girault, nous nous intéressons à la diffusion sociale du politique, aux relations entre l'organisation partisane et ses terrains d'implantation.

Pour cette communication, nous illustrons notre propos par trois zones d'études. Il s'agit de régions choisies pour leur diversité, tant sociale (marché de l'emploi, structure de la main d'œuvre), que politique (force du PCF, type de concurrence politique). Définis essentiellement par un rapport spécifique au travail, ces terrains sont les suivants :

1. La région minière et sidérurgiste de forte immigration italienne du nord du département de Meurthe-et-Moselle. Le pays-haut lorrain forme une fédération communiste autour de la commune ouvrière de Longwy.
2. Le pays d'élevage et de polyculture au centre du département rural de l'Allier.
3. La région de Saint-Nazaire, à l'estuaire de la Loire, un bassin d'emploi lié à l'industrie de la construction navale.

Au sein de ces zones d'études et des fédérations départementales du PCF qui s'y rattachent, se dessinent des groupes sociaux et géographiques. L'attention portée à ces groupes reposant sur une double appartenance, sociale et locale, met en lumière l'hétérogénéité du communisme et les luttes internes qu'il connaît. L'identité fédérale est en effet le résultat d'un processus de construction sociale, issu de conflits entre groupes locaux en concurrence pour la légitimité fédérale. Cette réflexion visant à montrer que les oppositions internes sont également observables au niveau local sera au centre de notre thèse. Elle nous amène à souligner la marginalité de certains groupes au sein de nos communismes locaux

Dans nos trois terrains, trois groupes apparaissent comme fondamentaux par le soutien qu'ils apportent au communisme alors qu'ils n'occupent qu'une place marginale au sein de l'appareil communiste départemental. Ces trois groupes sont les plus forts pourvoyeurs en voix communistes, en lecteurs de la presse communiste, en adhérents, alors qu'ils ne forment pas de dirigeants fédéraux de premier plan. Leur influence est fondamentale mais leur position au sein de la direction départementale du PCF est marginale.

Ces trois groupes sont les suivants :

1. Les mineurs du bassin de Piennes, au sud de Longwy.
2. Les paysans du bocage bourbonnais
3. Les habitants du marais de Brière, dans l'arrière-pays rural de la ville industrielle de Saint-Nazaire.

Ces trois groupes sont dominés par d'autres groupes sociaux qui, par leur hégémonie au sein de la direction départementale du PCF, définissent l'identité fédérale communiste : les ouvriers sidérurgistes de Longwy en Meurthe-et-Moselle, les ouvriers (notamment de l'industrie chimique) de Montluçon dans l'Allier, et les métallos de Nantes et Saint-Nazaire en Loire-Atlantique.

Face à ces groupes dominants au sein des systèmes communistes locaux, les groupes initialement cités subissent deux types de marginalité : une marginalité sociale car il s'agit de groupes sociaux dominés (mineurs, paysans et ouvriers-ruraux) et une marginalité géographique liée à leur inscription résidentielle dans des territoires périphériques. Le bassin minier de Piennes, le bocage bourbonnais et le marais de Brière sont des zones situées à la marge à la fois du centre du département (Nancy, Moulins, Nantes) et de l'institution communiste (Longwy, Montluçon, Saint-Nazaire).

Cette marginalité au sein du PCF se mesure à l'aide de plusieurs critères : la proportion d'élus dans les instances fédérales en fonction de leur importance (comité, bureau et secrétariat), le nombre de permanents, l'origine des candidats se présentant dans ces régions. L'un des facteurs décisifs de marginalisation est la place au sein des mécanismes de promotion interne : la sélection par la Section de montée des cadres (SMC) et par les dirigeants fédéraux des candidats aux écoles du parti et le type d'écoles suivies (élémentaire, de section, fédérale, centrale de un ou quatre mois et internationale).

Ces critères définissent dans chacun de nos terrains des groupes marginalisés au sein de leur fédération alors même qu'ils en constituent les plus forts piliers en terme d'influence électorale et de présence militante.

Les mineurs du Pays-Haut Lorrain

Au nord du département de la Meurthe-et-Moselle, le canton d'Audun-le-Roman forme un bassin minier, autour notamment des puits de Piennes et Trieux. Située au sud du bassin de Longwy où sont implantées essentiellement des entreprises sidérurgiques, cette zone minière constitue, à partir de la Libération, le bastion rouge du département.

Ainsi le premier conseiller général communiste de Meurthe-et-Moselle est-il élu dans le canton d'Audun-le-Roman. Employé à la sécurité sociale minière, Lucien Caro, est élu pour la première fois en 1961. D'autre part, la première vague de succès municipaux pour le PCF, en 1959 et 1965, touche essentiellement le bassin minier, alors que Longwy, comme la plupart des autres communes, devient communiste en 1977.

Alors même qu'ils constituent l'un des plus forts soutiens électoraux du PCF, les communistes mineurs n'accèdent pas à des postes de responsabilités au sein du PCF. Il faut attendre les années 1950 et l'entrée d'Albert Balducci au bureau fédéral, pour que les mineurs soient représentés au sein de la direction fédérale. Aucun mineur n'est cependant

élu au secrétariat fédéral et Albert Balducci est le seul représentant du bassin au sein de la direction.

L'appareil communiste favorise en effet les sidérurgistes. Le symbole de cette priorité de l'usine sur la mine est l'investissement dont bénéficie la section d'entreprise d'Usinor, ancienne Lorraine-Escaut. La réorganisation locale du PCF dans les années 1960, qui voit la création de la fédération nord de Meurthe-et-Moselle du PCF, se fait en effet autour de la section de l'entreprise sidérurgique, sur laquelle le Parti axe tous ses efforts.

Les permanents se trouvent essentiellement à Usinor alors qu'on n'en compte aucun dans le bassin. Les permanents du bassin sont des permanents syndicaux (Albert Balducci) ou des permanents élus (Lucien Caro) et non des permanents politiques, rétribués par le PCF. La section d'Usinor est un vivier de responsables de première importance. Ses animateurs deviennent membres du secrétariat fédéral et accèdent au statut de permanent, à l'image d'Antoine Porcu, premier secrétaire fédéral.

Les efforts de propagande, de financement, de formation se font en direction des militants d'Usinor. Ainsi la totalité des membres du secrétariat de la section d'Usinor dans les années 1960 et 1970 a-t-elle suivi une école centrale alors que dans le bassin minier, des sections entières ne connaissent aucun militant formé à Paris. Les cellules de la sidérurgie sont dirigées par des anciens élèves des écoles centrales, tandis que les cellules minières sont animées par des cadres locaux ayant suivi au mieux une école fédérale. Non seulement les militants du bassin ayant suivi une école centrale sont très peu nombreux mais lorsqu'ils existent, il s'agit souvent d'enseignants ou de sidérurgistes résidant dans le bassin.

Ainsi Albert Balducci n'est-t-il pas initialement un mineur du bassin. Il est envoyé par le parti en 1950 pour remettre de l'ordre dans le puissant syndicat CGT des mineurs et remplacer son responsable, un communiste en délicatesse avec la fédération du PCF. Albert Balducci a auparavant travaillé comme ouvrier sidérurgiste dans le bassin de Longwy-Villerupt où il a notamment exercé des responsabilités au sein des Jeunesses Communistes. Le seul dirigeant communiste du bassin est donc un transfuge envoyé par le centre pour contrôler les militants locaux. En outre, lui-même, occupe progressivement au sein de la fédération une position marginale : il s'oppose rapidement sur certains points précis (culte de la personnalité, affaire Valrimont) à la direction départementale puis nationale du PCF.

Cette marginalité des mineurs au sein du PC Meurthe-et-Mosellan se retrouve lors des élections. Lors des législatives de 1951 et 1956, par exemple, si le candidat mineur de la liste communiste réside dans le bassin, il n'est pas membre du PCF mais appartient au Parti Socialiste Unitaire, une organisation alliée au PCF.

Les paysans du bocage bourbonnais

Un processus de marginalisation est également à l'œuvre dans un département socialement très éloigné de la Lorraine du fer, l'Allier, qui fait partie des régions rurales

de vieille tradition républicaine et socialiste du centre de la France. Si ce département est essentiellement paysan, les principaux dirigeants de la fédération communiste viennent des villes, de Moulins et Montluçon. Les ouvriers, ou plutôt des permanents d'origine ouvrière, occupent les plus hautes responsabilités fédérales alors qu'ils sont minoritaires non seulement dans le département, mais surtout au sein même du PCF.

Le communisme bourbonnais est en effet essentiellement paysan. Son origine n'est pas urbaine mais rurale : il se propage des campagnes au bassin ouvrier de Montluçon-Commentry, à l'ouest du département. Durant l'entre-deux-guerres, la force du communisme naissant se situe dans le bocage, sous l'impulsion notamment Pierre Brizon. Et les deux principaux cantons communistes de 1920 aux années 1970 sont les deux cantons ruraux de Bourbon-l'Archambault et du Montet. Le symbole du communisme bourbonnais est le petit village d'Ygrande, sous administration communiste depuis les années 1920, plus que la ville ouvrière de Montluçon, longtemps gérée par les socialistes et conquise tardivement par le PCF en 1977.

Si le communisme départemental est essentiellement rural par son implantation, le principal dirigeant communiste des années 1930 aux années 1970 est l'électricien parisien devenu montluçonnais, Henri Védrines. Les paysans sont largement exclus de la direction fédérale. Un seul est membre du secrétariat fédéral du PCF dans l'immédiat après-guerre, encore s'agit-il d'un maintien car Albert Poncet était déjà membre du comité régional du PCF avant guerre. Ce leader paysan est le seul cultivateur membre du secrétariat fédéral jusque dans les années 1990.

Durant les années 1950 et 1960, on compte moins de dix paysans élus au bureau fédéral. En outre ils ne restent jamais longtemps dans l'instance dirigeante, et s'ils s'y maintiennent c'est en raison de leur position au sein du syndicalisme agricole. L'itinéraire d'Albert Poncet est en effet essentiellement syndical : il est secrétaire général de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de 1951 à 1973. Le dirigeant paysan lui succédant au bureau fédéral, Roger Giraud, reste pendant trente-cinq années au comité fédéral mais c'est également un permanent de la FDSEA. Le troisième responsable paysan du PCF de première importance, Georges Mercier, est aussi avant tout un dirigeant syndical : il est le responsable de la Section départementale des fermiers et métayers (SDFM) puis président de la chambre d'agriculture.

Les leaders paysans du PC Bourbonnais sont donc surtout des syndicalistes paysans. Les militants ruraux qui accèdent au statut de permanents deviennent des permanents syndicaux à la Confédération générale de l'agriculture (CGA) puis à la FDSEA, et non des salariés rémunérés par le parti. Cette orientation syndicale des militants paysans ne se retrouve pas pour les militants ouvriers qui peuvent être, à l'image d'Henri Védrines, leaders de la fédération communiste sans être responsables de premier plan à la CGT.

Cette marginalité au sein du PCF et le rôle uniquement syndical des cadres paysans renvoient à la politique du PCF qui privilégie le monde ouvrier au détriment du monde paysan. Le frein à l'ascension militante est notamment visible dans les années 1950 qui voient une certaine mise à l'écart des responsables paysans ayant joué un rôle de premier

plan dans la Résistance. Zone d'incertitude, la clandestinité a mis en avant des militants sans que l'appareil puisse toujours contrôler le recrutement des cadres. Des militants ruraux connaissent alors une ascension fulgurante dans les dernières années de la guerre et à la Libération jusqu'à prendre place au sein de la direction fédérale du PCF, puis, à partir de la fin des années 1940, ils sont progressivement mis à l'écart.

L'itinéraire politique de François Mitton semble ainsi s'être arrêté après la Libération alors même qu'il est l'un des principaux animateurs de la Résistance dans les campagnes. En 1944, il dirige le Front national (FN) Paysan, représente le syndicat agricole clandestin, la Confédération générale des paysans travailleurs (CGPT), et entre au bureau fédéral du PCF. Si son parcours syndical se poursuit après la guerre (il devient vice-président départemental de la CGA et secrétaire départemental de la fédération des ouvriers agricoles CGT), son parcours politique stagne ou plutôt régresse après la guerre. Il quitte rapidement le bureau fédéral et sa candidature aux élections législatives de novembre 1946 n'est pas ratifiée par la fédération. En définitif, son seul mandat politique est celui de premier magistrat du village de Bresnay.

Après la guerre, les leaders paysans de la Résistance se voient essentiellement confier des responsabilités partisans locales et la gestion municipale de petits villages. Émile Parnière, responsable régional du Parti pour le travail parmi les paysans durant la clandestinité et principal animateur des Comités de défense et d'action paysanne (CDAP) est présenté sur les listes communistes lors des législatives. Il n'est cependant jamais en position éligible : cinquième en octobre 1945, troisième en juin 1946 puis quatrième en novembre 1946. Il n'est donc jamais élu alors que les deux premiers candidats de la liste, Henri Védrines et Pierre Villon, siègent à l'Assemblée nationale. Le dirigeant paysan de la clandestinité est seulement maire du village d'Ygrande.

Cette marginalité se traduit donc sur un plan électoral et, comme dans le bassin minier lorrain durant les années 1950, les candidats soutenus par le PCF dans le bocage sont souvent membres de l'organisation socialiste alliée, le Parti Socialiste Unitaire. D'autre part, le bocage bourbonnais est depuis la libération représenté par un député communiste parachuté : dans un premier temps, l'architecte alsacien Pierre Villon, puis par le corrézien André Lajoinie. Il s'agit de deux dirigeants envoyés par le centre dans une circonscription où leur élection est assurée. Les militants paysans du bocage sont maires et conseillers généraux, aucun n'est député car leur candidature n'est jamais ratifiée par le centre : Abel Pouyet en juin 1946, François Mitton en novembre 1946 et Marc Saint-Denis en 1951.

S'il existe une promotion de cadres paysans à travers notamment les écoles paysannes centrales, cette promotion est faible comparée à celle des militants ouvriers de Montluçon qui bénéficient d'une formation militante plus poussée et d'un accès plus facile aux postes de permanents. Les élèves paysans des écoles centrales sont relativement nombreux dans les années d'immédiat après-guerre. Alors que le nombre d'écoles fédérales et centrales augmente à partir de la fin des années 1960 pour atteindre son apogée dans les années 1970, les paysans sont largement absents de ces écoles qui forment les cadres du PC de l'union de la gauche.

On ne compte pas de permanents politiques ayant été auparavant cultivateurs. Les cadres paysans n'ont pas de destin départemental au sein du PCF. Ils peuvent seulement occuper des postes politiques au niveau du bocage ou au sein du syndicalisme agricole. Et si certains paysans bourbonnais ont un destin militant national, il s'agit de syndicalistes.

Cette situation marginale du monde des campagnes est symbolisée par le fait que le secrétaire fédéral aux problèmes paysans est longtemps un permanent ouvrier. Aujourd'hui encore le responsable au travail parmi les paysans est un permanent d'origine ouvrière alors que les campagnes du centre du département constituent toujours la zone de force du PCF.

Les ouvriers-ruraux du marais de Brière

La troisième marginalité concerne un département où le PCF est très faible. En Loire-Atlantique, le PCF ne connaît une influence significative que dans l'estuaire industriel de la Loire, autour des agglomérations nantaise et nazairienne. Aujourd'hui, son unique lieu d'implantation est constitué des villages ouvriers du marais de Brière, villages qui alimentent en main d'œuvre les chantiers navals nazairiens.

Cette région et ce groupe social épousent le communisme de manière extrêmement tardive. Ce décalage historique est en soi une première marginalité. Alors que le PCF, au plan national, décline depuis le début des années 1980, c'est depuis cette période que le communisme s'étend véritablement en Brière. A partir de la municipalité de Trignac conquise en 1971, le PCF gagne trois autres communes en 1977, 1983 et 1995. Or il s'agit des seuls lieux d'implantation municipale dans le département. Aujourd'hui le seul canton dirigé par le PCF est un canton Briéron où se situe Trignac.

A la singularité électorale du communisme du marais, s'ajoute une spécificité du personnel communiste briéron. Éloigné de l'appareil fédéral, les cadres locaux du PCF jouissent d'une légitimité essentiellement locale. Alors qu'il n'a jamais accédé au secrétariat fédéral, le maire de Trignac est le communiste du département détenant historiquement le plus de postes électoraux. Il est seulement président de l'Association départementale des élus communistes et républicains (ADECRA). Le maire de Saint-Joachim, un autre village briéron, qui lui succède à la tête de l'ADECRA, bénéficie lui aussi d'une légitimité locale plus que partisane. Ne souhaitant pas non plus être permanent, il continue d'exercer à mi-temps son activité professionnelle d'ouvrier ajusteur. Absent du bureau fédéral, il ne participe pas aux travaux de la section locale.

D'une manière générale, les élus briérons entretiennent peu de relations avec la fédération de leur parti alors même qu'ils sont les seuls élus communistes du département. La direction fédérale est en effet animée par des ouvriers qualifiés de Saint-Nazaire ou Nantes. Les responsables, les rédacteurs du journal fédéral sont dans les deux villes alors que les électeurs et les lecteurs des *Nouvelles de Loire-Atlantique* résident dans le marais.

En outre aucun des maires briérons n'a suivi de formation politique dans les écoles du parti. Issus des campagnes bretonnes où le PCF est faible et la religion prégnante, les élus briérons ont peu d'antécédents familiaux communistes. La plupart sont les premiers

communistes de leur famille et certains sont passés par les réseaux d'action catholique, notamment par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), avant de rejoindre la CGT puis le PCF.

Ces marginalités militantes au sein du PCF sont étonnantes parce qu'elles concernent des groupes sociaux véritablement porteurs du communisme dans chacun des trois départements évoqués. Sociologiquement, quant à l'influence régionale du communisme, ces groupes sociaux sont primordiaux mais, politiquement, ils sont exclus des mécanismes décisionnels du centre partisan.

Ces marginalités résultent essentiellement d'une position dominée au sein des processus de formation et de promotion mises en place par l'institution communiste. Les paysans de l'Allier souffrent d'une différence entre la promotion ouvrière et la promotion paysanne, et, au sein du monde ouvrier, l'accent est mis sur les sidérurgistes plus que sur les mineurs, sur les ouvriers prolétariés plus que sur les ouvriers ruraux.

Sans être directement l'enjeu du conflit, la légitimité fédérale est définie objectivement par le groupe dominant au sein de la fédération. Si l'objet direct de la concurrence entre groupes sociaux à l'intérieur des systèmes communistes locaux concerne des postes au sein de la direction fédérale, l'accession au statut de permanent, la ratification des candidatures ou encore la sélection aux écoles centrales, en retour, les individus bénéficiant de la promotion interne colorent à leur manière le PC local. Ainsi la fédération du pays-haut lorrain est-elle essentiellement sidérurgiste, celle de l'Allier, montluçonnaise et celle de Loire-Atlantique, urbaine et métallurgiste.

Cette domination est non seulement le résultat d'une lutte concurrentielle locale, de conflits internes à la fédération, mais aussi de l'idéologie communiste. Les groupes dont nous avons évoqué la marginalisation sont en effet défavorisés par le discours communiste. Celui-ci met l'accent sur les ouvriers qualifiés au détriment des paysans petits propriétaires du bocage bourbonnais ou des ouvriers-paysans possédants du marais de Brière. En Lorraine, les sidérurgistes sont considérés par le PCF comme étant porteurs d'avenir et plus disciplinés alors que les mineurs sont associés à une activité en déclin et à un esprit corporatif peu maîtrisable.

Un autre facteur de ces processus de marginalisation est en effet à rechercher au sein même de ces groupes marginaux. Outre les difficultés de militantisme des paysans du fait même de leur profession, l'esprit rebelle, anarchisant, des mineurs et des briérons, qui acceptent mal la discipline de l'organisation communiste, explique en effet ces positions marginales. La marginalité n'est pas seulement imposée mais aussi revendiquée lorsqu'elle résulte d'un retrait volontaire. Nos trois groupes se sentent mal à l'aise au sein de fédérations ouvriéristes et urbaines, et ainsi privilégient-ils l'engagement syndical au dépend d'une position au sein de la direction fédérale. Néanmoins l'accent sur la mobilisation syndicale ne doit pas seulement être vue comme un choix mais aussi comme un pis-aller : les places partisans étant déjà occupées, seul l'investissement syndical reste disponible. A défaut d'écoles centrales du PCF, les mineurs lorrains et les paysans bourbonnais suivent les écoles syndicales de la fédération CGT des mines ou de la FNSEA.

En général, toute attitude de retrait d'un groupe n'est pas sans lien avec l'occupation des principaux postes de direction par les individus d'un autre groupe social. Si les Briérons s'investissent peu dans les instances fédérales, c'est qu'ils savent que les postes clefs sont monopolisés par les militants professionnels de Nantes et Saint-Nazaire.

Aujourd'hui, il ne reste qu'un communisme de marges. La force du PCF repose sur des secteurs sociaux en déclin, à la marge de la société française. En effet, les trois groupes sociaux évoqués sont aujourd'hui les derniers points d'influence communiste dans leurs départements respectifs. Dans les trois cas, la fédération communiste tend à disparaître alors que ses marges subsistent.

REYNAUD-PALIGOT Carole

Surréalisme et politique : la marge assumée

Dans cette communication sur « Surréalisme et politique : la marge assumée », je développerais deux idées. Dans un premier temps, je m'intéresserais à la constitution d'une esthétique nouvelle qui, en légitimant des valeurs et des pratiques marginalisées, aboutit à une véritable esthétisation de la marge. Dans un deuxième temps, je reviendrais sur l'engagement politique des surréalistes, un engagement qui les positionne aux marges du paysage politique, en insistant sur la spécificité de leur mode d'exploration de ces marges.

Être surréaliste signifie penser et vivre à côté, en marge de la pensée et de la culture dominantes. Cela suppose une attitude de refus absolu, d'insoumission totale, de rejet des valeurs judéo-chrétiennes, de négation de l'ordre bourgeois, en un mot une attitude de refus du monde tel qu'il est. Mais ce refus de l'ordre établi s'accompagne d'une volonté de légitimer des valeurs et des pratiques jusqu'ici refusées, marginalisées dans la vie sociale comme dans la tradition littéraire². Refaire l'entendement humain, reconstruire une nouvelle éthique, inventer une autre vie, refonder de nouvelles valeurs : telle est l'ambition du surréalisme. Ces nouvelles valeurs s'opposent, point par point, à celles de la société bourgeoise des années vingt : le désir, les passions, la liberté, le désordre, le rêve, l'imagination...

La dérision de la littérature officielle passe par le refus des canons esthétiques en vigueur : refus de l'héritage gréco-romain, refus du genre littéraire dominant : le roman mais aussi opposition à l'art engagé. Le Panthéon littéraire officiel est dénigré, rejeté. Les surréalistes puisent, en revanche, leurs sources auprès des oubliés, auprès de ceux qui dérangent, de ceux qui ont été tenus à l'écart : Sade, Rimbaud, Jarry, Lautréamont, Fourier... La volonté de désacralisation de l'art ébranle la figure de l'Artiste, du génie créateur. « La poésie doit être faite par tous. Non par un » affirmait déjà Lautréamont. L'art, en investissant la vie de tous les jours, rend caduque le concept de talent artistique : chaque homme, chaque femme possède des virtualités créatrices, inhibées par la société. Le pouvoir créateur de chacun doit s'exprimer par les différentes techniques de l'automatisme : l'écriture automatique, le collage, etc.

Le surréalisme légitime des cultures dépréciées, dévalorisées. L'ailleurs dénigré, l'altérité méprisée sont, pour les surréalistes, sources d'inspiration. L'art des « primitifs » détrône l'art occidental. Fuyant l'Occident, centre du monde, ils se tournent vers les marges du monde, vers les extrêmes géographiques, se déplacent aux confins des mondes connus : vers l'Afrique, l'Amérique amérindienne et surtout vers la lointaine Océanie.

² Cf. Jacqueline Chénieux-Gendron, *Le Surréalisme*, Paris, Puf, « Littératures modernes », 1984, 267 p., p.7-41.

Aux confins du monde mais aussi aux confins des normes mentales³ : les surréalistes se passionnent pour l'art des fous parce qu'il s'oppose à la raison, à la norme, à la logique.

Refusant l'héritage de la philosophie classique, c'est à nouveau vers les marges de la pensée occidentale qu'ils s'orientent : vers les hérésies, les courants gnostiques, l'ésotérisme.

La volonté de changer la vie se manifeste par une quête perpétuelle de l'inconnu, une exploration sans limites des extrêmes. Mais le surréalisme ne se contente pas de puiser ses sources aux confins du monde mental et géographique, il ne cherche pas à donner une teinte d'exotisme à son esthétique. Il construit une esthétique nouvelle qui déplace les marges, modifie les frontières, rejette le centre à la périphérie et installe la périphérie au cœur du projet créateur. La démarche surréaliste aboutit ainsi à une véritable esthétisation de la marge.

Leur marginalité, assumée au sein du champ littéraire, l'est tout autant au sein du champ politique et leurs engagements politiques se déclinent volontiers sur le thème de la marge. Leur position à l'égard du Parti communiste est révélatrice : lorsqu'ils s'en rapprochent, dans les années vingt, le PCF n'est encore qu'un groupuscule, en marge du paysage politique. A l'inverse, ils s'engagent dans une opposition résolue lorsque celui-ci s'installe dans une situation dominante. Mais l'engagement politique des surréalistes peut se décliner également sur le thème de la dissidence : une dissidence qui renforce la marginalisation. A l'égard du PCF, ils se placent d'emblée dans une position d'opposition à l'orientation officielle. Opposition idéologique : ils se situent à l'extrême gauche du PCF de la fin des années vingt, dans une position de radicalité révolutionnaire. Opposition littéraire : ils refusent l'orientation culturelle qui se dessine : développement de la littérature prolétarienne et recherche du soutien des compagnons de route. Leur combat pour orienter la ligne culturelle du parti vers l'avant-gardisme, leur volonté de faire reconnaître le surréalisme comme art révolutionnaire, ont été vains. Ils ont été tenus à l'écart, marginalisés par la direction du PCF du tournant des années vingt et trente.

Leur marginalisation politique, après la Seconde Guerre mondiale, s'explique par leur opposition ferme et virulente au stalinisme, à un moment où la séduction marxiste ne cesse de croître chez les intellectuels français. Les surréalistes explorent alors les marges du paysage politique.

En 1947, ils soutiennent le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) qui entend rassembler toutes les forces de la gauche non communiste et cherche à concilier révolution et démocratie, rejetant les modèles communiste et capitaliste. Mais le projet tourne court, deux ans plus tard, lorsqu'une majorité se prononce en faveur du rapprochement avec les communistes.

Les surréalistes s'engagent aux côtés du mouvement Citoyens du Monde, séduits par la cause mondialiste : un monde sans frontières au sein duquel la société civile trouverait sa juste place. Lorsque le mouvement s'essouffle et laisse place au mouvement de mobilisation en faveur de l'objection de conscience, les surréalistes s'engagent, et Breton en tête, pour soutenir Louis Lecoq et ses amis dans leur longue lutte.

³ *Ibid.*, p.33.

Mais leur mode d'exploration des marges du paysage politique français, dans les années cinquante et soixante, révèle la permanence d'une attitude critique, voire même dissidente, qui les positionne à la marge des marges...

A l'égard du trotskysme, l'attitude de Benjamin Péret illustre cette position critique. Péret a très tôt une position dissidente au sein de la dissidence. Pendant la guerre d'Espagne, délégué du POI, il rejoint les colonnes de l'anarchiste Durruti. Durant la Seconde Guerre mondiale, en exil au Mexique, il entame une révision des théories et des méthodes révolutionnaires de Trotsky et affirme ses divergences à propos de l'analyse de l'expérience bolchevique. Pour Péret, dès 1926, la contre-révolution a triomphé à travers la centralisation du parti, la bureaucratisation de ses structures, l'absence de démocratie au sein des Soviets, aboutissant à la mise en place d'un capitalisme d'Etat. Le soutien inconditionnel à l'URSS perd ainsi toute sa légitimité. Cette position, en contradiction avec celle de la IV^e Internationale, aboutit à la rupture et au repli au sein de groupes trotskystes dissidents.

La position des surréalistes à l'égard du mouvement anarchiste peut, là encore, se décliner sur le thème de l'attitude critique et de la dissidence. Au début des années cinquante, le rapprochement, qui se concrétise par la participation des surréalistes à l'hebdomadaire anarchiste *Le Libertaire*, s'opère avec un courant dissident, qui donne naissance, peu après, à la Fédération communiste libertaire. Animée par G. Fontenis, la FCL entend revivifier l'anarchisme grâce à l'apport du marxisme. Leur attitude critique à l'égard du mouvement anarchiste, qu'ils accusent d'inefficacité, d'ouvriérisme, de véhiculer des conceptions littéraires rétrogrades, leur opposition à *L'Homme révolté* d'Albert Camus, entraîne la rupture.

Leur engagement anticolonialiste s'apparente lui aussi à la dissidence au sein de la dissidence. Les surréalistes se singularisent, au sein du champ intellectuel, par la précocité de leur engagement : dès décembre 1954, ils figurent, aux côtés des militants trotskystes et libertaires, parmi les membres des premiers comités qui se mobilisent contre la répression⁴.

Première dissidence, en 1956, lorsqu'ils s'opposent, au sein du Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord, aux communistes et aux compagnons de route, à propos d'une motion visant à condamner l'intervention soviétique en Hongrie. La motion affirmait défendre sans réserve le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que la menace vienne d'un Etat capitaliste, la France en Algérie, ou d'un Etat communiste, l'URSS en Hongrie⁵. La tentative de rassembler les

⁴ Ils adhèrent au Comité pour la libération de Messali Hadj, fondé en novembre 1954, et au "Comité de lutte contre la répression coloniale", créé, le 9 décembre 1954. L'année suivante, ils rejoignent le Comité pour la libération de Pierre Morain, fondé en août 1955. Pour une chronologie détaillée de leur engagement contre la guerre d'Algérie, se reporter à mon ouvrage : *Parcours politique des surréalistes 1919-1969*, Paris, CNRS éditions, 1995, 339 p., p. 177-188.

⁵ En novembre 1956, les surréalistes dénoncent, dans *Hongrie, Soleil levant*, la répression des "prétendus disciples de Lénine contre les insurgés hongrois" : « Les fascistes sont ceux qui tirent sur le peuple. [...] Seuls de tous les dirigeants « communistes » mondiaux, Maurice Thorez et sa bande poursuivent cyniquement leur carrière de gitons de ce Guépéou qui a décidément la peau si dure qu'il survit à la charogne de Staline. [...] A Budapest, face aux Versaillais de Moscou, la jeunesse – par delà tout espoir rebelle au dressage stalinien – lui a prodigué un sang qui ne peut manquer de prescrire son cours propre à la *transformation du*

intellectuels révolutionnaires opposés au stalinisme demeure difficile dans le contexte des années cinquante. Un éphémère Cercle des intellectuels révolutionnaires cherche à réunir ceux qui entendent lutter contre le colonialisme et l'impérialisme, y compris russe⁶.

Dans le discours des surréalistes, la thématique d'une marginalisation due à leur opposition au stalinisme, est très présente. Elle est présentée comme la mise à l'écart de ceux qui ont eu raison trop tôt. A propos de l'élaboration du Manifeste des 121, Jean Schuster écrit : « Par souci tactique, on a utilisé seulement les noms de quatre surréalistes (Benayoun, Breton, Legrand, Schuster). Il ne faut surtout pas que cet appel apparaisse comme émanant d'eux. Toute l'histoire politique du Surréalisme est orientée par l'hostilité permanente, à son égard, de l'intelligentsia de gauche. Sans doute ne lui a-t-on jamais pardonné d'avoir, dès sa naissance, remis à leur place de littérateurs petits-bourgeois les idoles des révolutionnaires d'alors, France, R. Rolland, Barbusse. Mais en 1960 ce qu'on lui pardonne encore moins, c'est vingt-cinq ans d'intransigeance face au stalinisme⁷ ».

Mais la marginalité des surréalistes au sein des milieux anticolonialistes ne repose pas uniquement sur leur antistalinisme. Dans les années 1956-57, alors que les deux organisations algériennes, MNA et FLN, s'engagent dans une lutte fratricide, bon nombre d'anticolonialistes choisissent de soutenir le FLN⁸. Quelques-uns, dont les surréalistes, continuent à manifester leur soutien à Messali Hadj et expriment leur inquiétude devant les assassinats de militants messalistes par les unités du FLN. En manifestant des réticences face au nationalisme du FLN, en optant pour un soutien « critique » aux nationalistes algériens, les surréalistes se retrouvent dans une position marginale au sein des milieux anticolonialistes d'extrême gauche.

A la fin des années cinquante, leur position d'avant-garde littéraire est remise en cause par l'arrivée d'une nouvelle avant-garde, le situationnisme. Face à un surréalisme qu'ils qualifient de vieilli, dont la démarche subversible a été récupérée par la société bourgeoise, les situs entendent revivifier le projet initial, tout en affirmant le caractère novateur de leur démarche. Les valeurs que les surréalistes défendaient et qui étaient radicalement subversives dans la société des années vingt, l'amour, le désir, l'érotisme, deviennent dans les années soixante, les valeurs centrales des jeunes générations. Pourtant, la libération sexuelle prônée par ces nouvelles générations ne peut être

monde. », *Tracts surréalistes et déclarations collectives*, tome 2, 1940-1969, Paris, Eric Losfeld, 1982, 462 p., p.161-162. Deux articles de B. Péret sur la Hongrie sont publiés dans la revue *Le Surréalisme même* (en octobre 1956 et au printemps 1957).

⁶ Un « Appel en faveur d'un Cercle international des intellectuels révolutionnaires » paraît, daté de novembre-décembre 1956. Il entend rassembler « les intellectuels révolutionnaires » qui désirent se consacrer « à leur tâche propre d'intellectuels : chercher la vérité et la dire publiquement sans tenir compte d'aucun interdit ». Le Cercle se fixe pour objectif d'œuvrer à la « libération de la pensée révolutionnaire » ainsi qu'à la « démocratisations de la pensée socialiste ». *Tracts surréalistes*, tome 2, *op.cit.*, p.162-163.

⁷ Lettre de Jean Schuster, mai 1981, cité par José Pierre, *Tracts surréalistes*, *op.cit.*, p.392.

⁸ B. Stora, "La Gauche et les minorités anticolonialistes françaises devant les divisions du nationalisme algérien (1954-1958)", *La Guerre d'Algérie et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Colloque de l'Institut d'histoire du temps présent, Paris, Fayard, 1990, 700 p., p.63-78.

assimilée à l'éthique surréaliste : pour les surréalistes, la liberté n'est pas synonyme de licence, la liberté sexuelle n'a pas le pouvoir de libérer et l'amour doit demeurer électif.

Cette attitude générale de positionnement à la marge des marges, durant les années 1950-1960, les entraîne dans une certaine position de repli. Si le surréalisme a gardé, durant ces années, une composante révolutionnaire très affirmée, celle-ci n'a pu trouver place au sein d'un mouvement révolutionnaire. Leur désir de changer le monde prend alors un caractère quelque peu chimérique. Le militantisme s'essouffle et la composante révolutionnaire tend à se réduire à une dimension exclusivement utopique. Ce qui peut apparaître comme une forme de repli.

Dans le cadre de cette journée d'étude sur le thème des marges, je crois qu'il faudrait également s'interroger sur la position des chercheurs qui travaillent sur ces marges. Il me semble qu'on peut constater un problème de légitimité de leurs travaux et une certaine marginalisation institutionnelle de ces chercheurs, qui sont tenus en marge du milieu universitaire et des centres de recherches ...

TOUCAS Patricia

Le mutualisme, lieu de repli militant ? L'exemple de Lucien Molino (1907-2000)

Né en 1907 à Marseille, au sein d'une famille d'immigrés piémontais, Lucien Molino est une figure emblématique du mouvement ouvrier marseillais, auquel il s'est totalement identifié, comme en témoigne le sous-titre de son autobiographie parue en juin 2000⁹, *Une vie de combat pour la classe ouvrière*. La singularité de l'itinéraire de Lucien Molino tient à ce que, jeune militant communiste et cégétiste, il s'est engagé sur la voie mutualiste, à une époque où PC et CGT ne tenaient pas cette activité en grande estime. Pour autant, ce choix a-t-il fait de lui un marginal par rapport à ces organisations, a-t-il perçu le mutualisme comme une solution de repli au temps de la disgrâce ? Il est malheureusement décédé en septembre, avant d'avoir pu me livrer son sentiment sur cette question.

Lucien Molino connaît sa première expérience de lutte syndicale à treize ans, en Indochine, alors qu'il est embarqué comme mousse à bord d'un paquebot. De retour à Marseille, il travaille dans l'industrie métallurgique et adhère à la CGTU en 1923. Inscrit sur le carnet B et refusé par tous les employeurs marseillais, il devient chauffeur de taxi avec son père. A cette époque, la municipalité marseillaise se trouve aux mains de Simon Sabiani, et de son équipe de gangsters, contre lesquels Lucien Molino n'hésite pas à faire "le coup de poing", ce qui lui vaut d'être élu secrétaire du syndicat CGTU des chauffeurs de taxi des Bouches-du-Rhône. La même année, il adhère au Parti communiste, sur les conseils de Charles Nédelec, alors secrétaire de l'Union-CGT de la région de Marseille.

La création de la caisse de prévoyance : à l'avant-garde de l'action syndicale ?

L'intérêt de Lucien Molino pour la mutualité s'éveille en 1936, à l'école centrale du PCF à Arcueil, où pour la première fois, dans un cours de Georges Politzer, il entend parler du syndicalisme à bases multiples.

Un mot sur cette notion, qui fut d'abord une pratique des organisations syndicales en Autriche et en Allemagne dès la fin du XIX^e siècle : il s'agit de mettre, à la disposition des adhérents, des services susceptibles de les "fidéliser" au syndicat, en dehors des périodes de lutte, caisse de prévoyance, coopérative, loisirs, culture. En France, le mouvement ouvrier a négligé "le syndicalisme de service", et plus encore la prise en compte des problèmes sanitaires, qui lui semblait négligeable au regard de la lutte pour l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail. Néanmoins, on retrouve des évocations du syndicalisme à bases multiples chez le guesdiste Victor Renard vers 1908, en Espagne au congrès de l'UGT en 1908, et surtout vingt ans plus tard, au sein de l'Internationale syndicale rouge (ISR), le Profintern, où cette idée est défendue par le Catalan Andrés Nin¹⁰. Retour en France, où le syndicalisme à bases multiples fait l'objet

⁹ Lucien Molino, *Ma vie et mes combats*, Miramas, 2000, 187 pages.

¹⁰ Cf. Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Editions Complexe, pp 134-135.

d'une discussion au congrès de la CGTU à Bordeaux en 1927, sur la base d'un rapport présenté au nom de l'ISR. Mais cet intérêt pour le social, très circonstanciel puisqu'il a été initié par l'ISR à l'approche des Assurances sociales, est retombé dès 1928, au moment même de la première loi, à laquelle la CGTU s'est montrée nettement hostile.

Dans son cours, Georges Politzer présente la création d'un réseau d'œuvres sociales prenant en charge les militants par le syndicat, en dehors de leur temps et de leur lieu de travail, comme une stratégie pour remédier à la faiblesse des effectifs syndicaux.

Revenu à Marseille, Lucien Molino réunit les adhérents CGT du syndicat des chauffeurs de taxi, des transports, des produits chimiques, et la « Caisse centrale de prévoyance syndicale des travailleurs des deux sexes de Marseille et des Bouches-du-Rhône » est fondée en juillet 1936, avec le soutien moral de Charles Nédelec, mais la Fédération CGT des transports de Paris refuse de lui octroyer un prêt pour ouvrir un centre de soins infirmiers. Ce projet voit néanmoins le jour grâce à l'organisation de collectes auprès des syndiqués, et à un formidable élan de solidarité rassemblant des ouvriers du bâtiment, menuisiers, peintres pour la remise en état d'un local, ainsi que des infirmières et d'un médecin qui assurent des permanences à titre bénévole. Ces prestations s'ajoutant pour les adhérents assurés sociaux aux avantages complémentaires aux assurances sociales, et pour les autres au remboursement des soins.

C'est donc bien grâce à l'enthousiasme de la base, à cette synergie de volontés militantes ayant une conception non restrictive du social, que Lucien Molino a fondé cette première mutuelle ouvrière marseillaise... sans l'aide logistique de la CGT. En effet, lorsqu'il fait part de son projet mutualiste à Benoît Frachon, alors co-secrétaire général de la CGT avec Léon Jouhaux, celui-ci lui conseille d'en confier la réalisation à des retraités, et de consacrer son énergie de jeune militant au développement du syndicat. Même réserve du côté du PC. Pourtant, il existe déjà à l'époque des réseaux d'œuvres sociales créés par des militants CGTU, à la Fédération des services publics depuis 1934, et en 1936, à la Fédération des métallurgistes, forte de ses 750 000 adhérents.

Dans son autobiographie, Lucien Molino dit n'avoir pas compris tout de suite que des suspicions de réformisme pesaient sur lui ; il ne semble pas toutefois que les responsables de la CGT aient cherché à lui mettre des "bâtons dans les roues". Tout simplement, on ne le prend pas au sérieux, en raison de son jeune âge et de son tempérament impétueux, qui n'en fait pas un gestionnaire évident.

Face à ces dirigeants nationaux qui ne mesurent pas l'enjeu de la protection sociale, on est frappé par la clairvoyance du jeune militant qui, en soulignant que les œuvres patronales dans les entreprises constituent un frein à la syndicalisation des ouvriers, se place non en marge, mais à l'avant-garde de son organisation.

Courageuse et singulière dans le paysage social de l'époque, l'initiative de Lucien Molino ne semble pas essentiellement motivée par l'argument stratégique de recrutement d'effectifs syndicaux, mais plutôt par un réel souci de l'amélioration de la condition ouvrière. En effet, la stricte application de la théorie du syndicalisme à bases multiples suppose l'organisation d'une caisse commune sans dissociation œuvres sociales - lutte revendicative. Or en organisant sa collecte auprès des adhérents pour le démarrage de la mutuelle, Lucien Molino s'en tient au principe d'une association bien distincte, ce qui exclut toute possibilité de détourner la cotisation mutualiste pour l'action syndicale : "Il

n'était pas question que les caisses syndicales avancent cet argent" ¹¹. Finalement, c'est peut-être là, dans ce malentendu sur l'ordre des priorités qu'il convient d'accorder au droit à la santé pour tous et à l'expansion syndicale, que se trouve la pierre d'achoppement entre Lucien Molino et la CGT et le PCF.

En marge de la mutualité officielle

Syndicaliste et militant communiste atypique, Lucien Molino n'est pas pour autant intégré dans la famille de la mutualité traditionnelle, séparée de corps et d'esprit du syndicalisme depuis la fin du XIX^e siècle.

Les points de divergence ne portent pas sur les buts poursuivis, qui tendent de part et d'autre à la prise en charge des problèmes sociaux et plus particulièrement du risque sanitaire, mais résultent plutôt d'un rapport au monde du travail variable suivant l'origine socioprofessionnelle des dirigeants.

La mutualité ouvrière s'adresse avant tout à des travailleurs salariés : *"Les germes de notre développement ont puisé nourriture dans la partie la plus fertile du terrain sur lequel a fleuri le mouvement mutualiste : le monde du travail, et par la suite à son point de concentration : l'entreprise, lieu privilégié où peuvent être mieux saisis les besoins sociaux apparents ou profonds perçus et notamment les besoins de santé "* ¹²

Cette conception n'est pas celle de la mutualité traditionnelle, bien que la gestion des Assurances sociales lui ait permis de se rapprocher d'une partie du monde du travail. L'administration des sociétés de secours mutuels reste majoritairement aux mains des représentants de la bourgeoisie, ou de travailleurs indépendants, ce qui amène Lucien Molino à présenter, avec quelque exagération, la FNMF de 1936 comme *"une fédération dirigée par le patronat"* ¹³

De son côté, la FNMF, représentée par l'Union départementale des Bouches-du-Rhône voit dans la Caisse centrale de prévoyance syndicale une organisation dépendante du Parti communiste, en raison de l'appartenance idéologique de son fondateur, connu sur la place de Marseille comme l'un des initiateurs des luttes sociales. Lucien Molino s'acharne vainement à faire remarquer que le conseil d'administration de la mutuelle comprend aussi bien des communistes et des socialistes que des sans-parti : *"Quand je déclarais que notre mutuelle était indépendante des partis politiques et du gouvernement, on ne me croyait pas."* ¹⁴

En 1936, la mutualité ouvrière représente donc bien un mouvement en marge de la mutualité traditionnelle, avec laquelle les relations sont quasiment inexistantes.

1945 : Naissance de l'UD mutualiste CGT dans les Bouches-du-Rhône

A défaut de retenir l'attention des sommités cégétistes, la mutuelle rencontre à Marseille un grand succès populaire, à tel point qu'il est envisagé d'étendre le recrutement au niveau départemental.

¹¹ Lucien Molino, *Ma vie et mes combats*, Miramas, 2000, p 45.

¹² Extrait d'un courrier écrit par Lucien Molino en 1980.

¹³ Idem

¹⁴ Lucien Molino, *Ma vie et mes combats*, p 45.

Ce projet est contrecarré par la guerre. En septembre 1939, le siège de caisse de prévoyance est perquisitionné en même temps que le domicile de Lucien Molino, et la mutuelle est dissoute en tant qu'organisation proche du Parti communiste, en vertu du décret loi du 26 septembre 1939. Le centre de soins est fermé, les biens de la caisse placés sous séquestre. Lucien Molino est fait prisonnier ; il s'échappe du Stalag en 1943 et rejoint la Résistance. Il est responsable de la CGT clandestine dans les Bouches-du-Rhône, puis animateur du comité insurrectionnel de Marseille à la Libération.

Libérée en 1944, Marseille connaît à cette période une situation particulière. Sous l'impulsion de l'UD-CGT, dont Molino est devenu le secrétaire général, avec l'accord de Raymond Aubrac, commissaire de la République dans la région de Marseille, les travailleurs réquisitionnent des entreprises qui ont été dirigées par des patrons ayant collaboré avec l'ennemi. En tout, 16 entreprises, représentant 15 500 employés sont ainsi placées sous gestion ouvrière, ce qui permet à Lucien Molino d'assurer efficacement la promotion de la caisse de prévoyance syndicale, auprès des travailleurs de la métallurgie, de la sidérurgie et du bâtiment, tout en prenant le contrôle des mutuelles patronales déjà existantes. Il doit encore batailler pour convaincre les dirigeants nationaux de la CGT et du PC que, même dans l'optique d'une Sécurité sociale à 100 %, le mutualisme n'est pas pour autant obsolète, qu'il lui reste un rôle à jouer dans le domaine de la prévention et des loisirs.

En 1945, l'Union départementale CGT fonde l'Union mutualiste départementale CGT, qui adhère au Grand Conseil des Bouches-du-Rhône, membre de la FNMF. Avec des moyens financiers plus conséquents que ceux de la Caisse centrale syndicale de 1936, l'UD mutualiste renouvelle l'expérience de médecine sociale en créant un dispensaire médical et un centre PMI, en collaboration avec un médecin ancien déporté (le Docteur Crouzet).

Les grandes grèves de 1947, particulièrement virulentes à Marseille, sont l'occasion pour le Grand Conseil de la Mutualité d'exclure l'Union mutualiste CGT. A nouveau, la mutualité ouvrière des Bouches-du-Rhône, comme celle de la Région parisienne, évolue hors de la Fédération nationale, ce qui n'entrave pas sa progression, puisqu'en 1948 elle compte déjà près d'une centaine de sections mutualistes et environ 35 000 adhérents, soit 100 000 personnes couvertes par une cotisation familiale unique (autre innovation). Les divergences de vue entre ces deux composantes mutualistes ont atteint leur point culminant au cours de la décennie quarante, d'abord avec l'adhésion de la FNMF à la Charte du Travail alors que les responsables des mutuelles ouvrières se sont distingués dans la Résistance, ensuite lors de la mise en place de la Sécurité sociale, boudée par les uns et applaudie par les autres. D'ailleurs en 1947, à l'occasion des premières élections à la Sécu, la mutualité ouvrière appelle à voter pour les listes CGT et non pour celles de la FNMF.

Heurs et déboires du militant

Au tournant des années cinquante, Lucien Molino est accaparé par ses responsabilités politiques et syndicales : il siège au Comité central du PC depuis 1945, il est conseiller municipal en 1946 aux côtés du maire communiste Jean Cristofol, secrétaire national de la CGT en 1951, pressenti comme un successeur possible de Benoît Frachon. Fidèle à ses convictions mutualistes, il propose en 1951, lors du XXVIII^e congrès de la

CGT, la création d'une fédération des mutuelles ouvrières, mais il n'est pas entendu. Le contexte de Guerre froide s'accompagne alors d'un durcissement de la CGT autour de la tactique "classe contre classe", peu favorable aux militants syndicalistes convaincus des qualités intrinsèques de la pratique sociale mutualiste.

Son engagement contre la guerre d'Indochine vaut à Lucien Molino d'être inculpé dans le cadre du "complot des pigeons" et d'être incarcéré à Fresnes en 1953. De sa cellule, il rédige le premier numéro de *La vie mutualiste*, dans lequel il réaffirme ses convictions mutualistes : *"La sous-estimation dans le mouvement syndical de l'influence de la mutualité auprès des travailleurs permet au patronat d'y introduire des hommes de confiance pour y pratiquer une politique à caractère réactionnaire et anti-démocratique... Si le souci des militants, à tous les échelons, doit être de développer la lutte pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, lutter contre le complot et sauver la paix, il est un autre domaine qui doit retenir l'attention de notre mouvement syndical, celui de l'action sociale des organisations syndicales et en particulier du problème du mouvement mutualiste à travers la France"*.

Cette position est-elle, sinon à l'origine, du moins une des causes de la disgrâce politique qui le frappe à l'issue de sa détention ? Ce n'est pas certain, d'autant que la CGT se trouve alors sur le point d'infléchir sa position sur la question mutualiste. Un désaccord d'ordre politique paraîtrait plus plausible. Les avis divergent sur les causes de cette rétrogradation, que Lucien Molino lui-même impute à des relations personnelles difficiles avec François Billoux, responsable selon lui de "toutes ses difficultés de militant".

Accusé au Comité central de mensonge sur la date de son entrée dans la Résistance, il perd ses responsabilités nationales et il quitte le bureau confédéral de la CGT l'année suivante. Il rentre à Marseille, malgré les injonctions de la Commission des cadres du parti (et surtout de François Billoux) qui le somme de rester à Paris. Dès lors, son activité politique s'exerce essentiellement sur le terrain local.

Déçu par son parti auquel il reste malgré tout fidèle, Lucien Molino trouve d'autres sujets de satisfaction, dans ce domaine qui lui valut longtemps l'incompréhension de son parti et de son syndicat : la mutualité.

En effet, au milieu des années 50, l'engagement sur le terrain social n'est plus une activité entachée de réformisme à la CGT, mais une priorité. Au cours des XXXI^e et XXXII^e congrès, les militants sont incités à créer des mutuelles ouvrières et à prendre le pouvoir au sein de la FNMF. C'est sur la base du rapport de Pierre Gabrielli, président de l'UD mutualiste CGT des Bouches-du-Rhône et ami de Lucien Molino, qu'est créée en 1960 la Fédération nationale des mutuelles ouvrières.

Marseille, lieu de repli militant pour Lucien Molino ?

Alors, le mutualisme a-t-il été un lieu de repli militant pour Lucien Molino ?

Finalement, la réponse est non, car si l'itinéraire de Molino est atypique, c'est davantage par l'ubiquité que par la marginalité, ou la position de repli. J'ai tendance à penser, comme Bernard Gibaud, que "(...) son option favorable à la mutualité résultait d'une analyse relativement innovante et réellement courageuse pour cette période du mouvement ouvrier." ¹⁵

¹⁵ Bernard Gibaud, entretien, novembre 2000.

S'il existe un lieu de repli militant pour Lucien Molino, ce lieu est davantage géographique qu'organisationnel : il s'agit tout simplement de Marseille, sa ville qu'il a rejointe lorsqu'il a été rétrogradé de ses responsabilités nationales en 1953.

Il me semble que la prise en compte de la dimension sociale marseillaise est essentielle pour saisir à la fois l'originalité de cet itinéraire militant, et l'ostracisme auquel il s'est heurté à plusieurs reprises. Marseille aurait mérité une communication à part entière sur ce thème des "marges et replis du mouvement ouvrier".

Lucien Molino est un enfant de cette ville turbulente et chaleureuse. Ses orientations, ses pratiques en témoignent. C'est dans le contexte violent du Marseille des années trente qu'il est devenu un responsable syndical et mutualiste. Parfois, il a dû se bagarrer aux côtés des dockers contre les gangsters, et parfois il a été amené à négocier avec eux, notamment pendant la Guerre d'Espagne pour fournir des armes aux Républicains. Le mouvement ouvrier à Marseille se distingue ainsi par des choix pragmatiques, souvent hors des limites de la légalité, mais jamais dictés par un dogmatisme intransigeant. Des choix qui ont pu inquiéter les responsables nationaux. La CGT et le PC ont vu d'un mauvais œil l'expérience autogestionnaire de 1945-1947, à laquelle Lucien Molino a activement participé ; d'ailleurs la Fédération des Métaux n'a pas appuyé les Marseillais lorsqu'ils ont demandé la réquisition des autres succursales des Aciéries du Nord. Les grèves de 1947 ont été jugées "excessives et décalées" par la CGT au niveau national.

Ajoutons qu'à Marseille, la rencontre des cultures favorise un certain œcuménisme "social" qui fait que les préjugés de classe y semblent moins vifs qu'ailleurs : la collaboration précoce entre médecins et militants ouvriers pour la mise en place d'une médecine sociale en témoigne. Il est possible que les contacts permanents qu'entretenait Lucien Molino avec les représentants, même progressistes, des milieux médicaux marseillais pour promouvoir l'égalité d'accès aux soins aient été interprétés comme un signe supplémentaire de déviationnisme réformiste ?

Il reste que Lucien Molino, homme de terrain plus que d'appareil, soucieux de demeurer au plus proche des militants de base, aura contribué à ouvrir les yeux de son syndicat et de son parti sur les possibilités ouvertes par la voie mutualiste. Si l'on peut dire de l'avant-garde qu'elle est une marge, mais seulement à cette condition, alors oui, il fut un marginal.

MORIN Gilles

Marges et repli dans la SFIO, 1945-1969

Des choix s'imposaient concernant la SFIO sur un tel sujet. Nous pensions, dans un premier temps, suivre des itinéraires individuels intéressants. Nous avons déjà tenté cette démarche, pour Alain Savary, haut fonctionnaire, venu des marges du socialisme puis devenu secrétaire général et voulons l'entreprendre pour André Philip, socialiste Chrétien (« Alain Savary et le socialisme », 1944-1969, intervention au colloque Alain Savary organisé par le CHEVS en juin 2000, en collaboration avec M. Prévot ; colloque « Redécouvrir André Philip », prévu à l'automne 2002). Il était encore possible de traiter de la marginalité sociale dans la SFIO. Ne peut-on considérer, par exemple, que les ouvriers sont devenus des marginaux dans ce parti, ou tout au moins dans ses instances dirigeantes et parmi les élus ? Compte tenu de l'importance de l'organisation, nous avons choisi de traiter surtout des groupes de militants constitués en position marginales internes ou externes au parti ou en position de repli en son sein. De cerner seulement ceux que l'on peut intégrer dans des ensembles ou des logiques politiques collectives (nous ignorerons par ailleurs les courants contestataires qui aspirent à rebâtir un socialisme différent et entretiennent des rapports conflictuels avec la SFIO. Nous ne traiterons pas ici de ce que l'on a appelé alors les Gauches indépendantes ou la Nouvelle gauche et des rapports qu'elles entretiennent avec le socialisme officiel. Elles mériteraient une communication spécifique pour le moins). Ce repérage nous a semblé plus adapté pour une réunion des rédacteurs du *Maitron*.

Soulignons une difficulté majeure concernant le mouvement socialiste : la réalité d'un mouvement composite, à la fois pluraliste sur le plan idéologique, agrégeant des couches sociales populaires diversifiées en dépit de ses discours ouvriéristes et surtout recouvrant des réalités particulièrement diverses sur le terrain. Le parti étant pluraliste, il est délicat de partir de normes moyennes pour définir les marges (les travaux portant sur la typologie des fédérations et sur la composition sociologique du parti constituent sans doute un des plus grands acquis de l'historiographie socialiste de ces dernières années. Sur la sociologie du parti, cf. M. Sadoun, « Sociologie des militants et sociologie du parti. Le cas de la SFIO sous Guy Mollet », *Revue Française des Sciences Politiques*, vol.37-1 (1987) » et G. Morin, *De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au PSA, 1954-1960*, thèse de doctorat, Université de Paris I, 1990-1991, 710 p. ; sur la typologie, François Lafon, « Des Principes du Mollétisme », n. B. Ménager et al. (dir.), *Guy Mollet, un camarade en République*, Presses Universitaires de Lille, 1987 et F. Sawicki, *Les Réseaux du Parti socialiste, sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, 335 p.). Ajoutons que celles-ci sont de plus variables dans le temps et surtout dans l'espace (pour ne prendre qu'un exemple, des agriculteurs aisés de niveaux comparables seront forcément aux marges du parti dans le Nord-Pas-de-Calais, alors qu'ils seront tout à fait à leur place dans certains départements du Midi). Dans un mouvement socialiste qui à partir des années 1947-1948 tend à se refermer, se rétrécir – certains diront se fossiliser – les évolutions du centre déterminent essentiellement la place des autres, les relations et interactions, les rencontres et affrontements, la tolérance ou le rejet envers des éléments perçus comme différents ou allogènes.

Hors de la SFIO, se situent trois ensembles se réclamant du socialisme démocratique.

Tout d'abord, les « socialistes indépendants » que l'administration à coutume de regrouper dans les « divers gauche ». Ce vocable fourre-tout recoupe une myriade d'individualités, surtout des élus, parfois organisés dans des structures souples.

Parmi eux, héritage des déchirements de la Seconde Guerre mondiale, les paul-fauristes, exclus à la Libération où qui se sont écartés de la « vieille maison » par fidélité à Paul Faure, qui se tiennent plus ou moins aux marges du parti officiel.

Pour ces deux ensembles, nous essayerons de cerner l'importance de ces courants, leurs limites, et chercherons à voir la place qu'ils occupent dans le champ politique et les rapports qu'ils entretiennent avec la SFIO.

En son sein, le parti socialiste accepte d'une part des courants « révolutionnaires » dotés d'une identité forte qui évitent de se fondre et perdurent avec la bénédiction de la direction nationale, sans constituer de tendance organisée car celles-ci sont interdites dans ces années. Dans la période qui nous intéresse, il s'agit essentiellement des pivertistes, d'anciens communistes mais aussi de militants se considérant comme « plus à gauche » qui se tiennent dans une position particulière face au parti. À travers leurs cas, on perçoit l'image que la SFIO donne d'elle-même et les limites de l'autonomie admise par l'organisation.

Le parti socialiste SFIO abrite d'autre part en son sein de nombreuses individualités que l'on pourrait qualifier à certains moments de marginales. Nous chercherons à voir tout d'abord quels militants peuvent ainsi être étiquetés. Puis, si leur situation est durable, constitue une permanence politique au-delà des individus ? Ou si leur existence est liée à des conjonctures particulières ? Nous nous demanderons dans quelle mesure ils répondent à des besoins propres de l'organisation.

Nous cernerons la place de ces courants, leurs limites, et chercherons à voir la ou les fonctions qu'ils occupent dans le champ politique et les rapports qu'ils entretiennent avec la SFIO. En effet, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du parti, en situation de repli ou aux marges du socialisme, ces individus et courants jouent des rôles politiques et sociaux que l'on peut et doit analyser à la fois pour eux-mêmes mais aussi pour mieux comprendre le parti.

Les marges externes du PS-SFIO

Les élus « socialistes indépendants », une marge mouvante.

Le vocable de « socialiste indépendant » apparaît dans pratiquement toute la France et durant toute la période. Présents à la fois sur les professions de foi des candidats et dans les documents administratifs, ces « indépendants de gauche » – terme également présent – ne constituent pas une force politique organisée ni une réalité univoque. Leur importance varie avec le contexte et, surtout, avec la puissance d'attraction du socialisme.

À la Libération, le socialisme est une aspiration largement partagée dans la société et la direction de la SFIO après avoir épuré les paul-fauristes, pour mieux résister à la poussée communiste, tente d'ouvrir largement le parti au-delà de ses limites

traditionnelles, d'une part en rassemblant tous les membres de la famille dispersée, d'autre part en s'ouvrant aux nouvelles élites politiques issues de la Résistance. Le parti est alors attractif, puissant, avec des réseaux militants connaissant leur extension maximale, comparable seulement aux hautes eaux du Front populaire. Dans ces années, il est difficile à des personnalités de jouer un jeu autonome. Certes le parti peut avoir intérêt dans un secteur où les idées socialistes sont nettement minoritaires et où il n'existe pas de personnalité socialiste possédant un capital politique personnel susceptible de dépasser ce handicap, de présenter ou laisser se présenter sous une étiquette plus neutre – « divers gauche » ou « socialiste indépendant » – un socialiste ou une personnalité sympathisante entrant dans les réseaux du parti et susceptible d'enlever un siège aux adversaires. Il serait facile ici de multiplier les exemples. Citons trois sénateurs dont l'itinéraire est bien connu : De Bardonnèche et Ludovic Tron dans les Hautes-Alpes, ou Emile Durieux du Pas-de-Calais. Au plan local, les cas de ce type pullulent.

De Bardonnèche, instituteur, chrétien pratiquant, membre de la SFIO avant 1940, était par ailleurs lié à Maurice Pestche et avait même fait campagne en faveur de Maurice de Rothschild. Maire et conseiller général SFIO de l'Argentière-en-Béssée en 1945, il devint sénateur des Hautes-Alpes, en 1948, avec l'appui de Pestche et ne s'inscrivit qu'un temps au groupe socialiste du Sénat. A ceux des socialistes qui trouvaient qu'il menait une action politique trop personnelle et trop éloignée du parti, il répondait qu'il avait besoin des voix modérées et paysannes pour être élu. Les Renseignements généraux notaient qu'il rassemblait en effet autour de lui la plupart des anticommunistes de toutes opinions.

Maurice Tron fut son successeur au Sénat de 1957 à sa mort en 1968. Inspecteur des Finances, collaborateur de plusieurs ministres, les socialistes Auriol et Philip, mais auparavant Paul Marchandea, résistant puis haut fonctionnaire de la France libre, il présidait depuis 1947 le Conseil d'administration de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (BNCI) et la Caisse centrale de crédit coopératif. Sa candidature au Sénat fut soutenue par la fédération SFIO en octobre 1957, après le décès de Bardonnèche avec la promesse d'appartenance au groupe en cas d'élection, puis d'adhésion au groupe ensuite. Effectivement apparenté au groupe socialiste après 1957, lors du renouvellement du Sénat en 1959, il s'était vu opposer la candidature personnelle du secrétaire fédéral de la SFIO pour avoir pris un membre du MRP comme suppléant. Mais, réélu il siégea au bureau de la fédération SFIO des Hautes-Alpes en juillet 1959 et fut élu par toute la gauche président du Conseil général cette même année. Il se rapprocha ensuite de François Mitterrand et appartint au contre-gouvernement de la FGDS.

L'instituteur chrétien et le haut-fonctionnaire, gagnaient un siège à la gauche et contribuaient à lui obtenir les suffrages des montagnards nécessaires au contrôle du conseil général par la SFIO ou les siens.

Émile Durieux était descendant d'une famille de riches laboureurs qui cultivaient depuis des siècles leurs terres à Bertincourt (Pas-de-Calais). Membre du Comité départemental d'action agricole à la Libération, il succéda à son père, maire de Bertincourt, tué durant la guerre. Élu au fauteuil mayoral puis au conseil général en 1945, il siégea comme conseiller de la République puis sénateur du Pas-de-Calais de 1948 à 1982 – année où il décida de ne pas se représenter – et présida le conseil général dont la majorité était socialiste de 1954 à 1966. Ce riche hobereau, président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles et de l'Office agricole départemental, était membre de

nombreux comités, dont les conseils d'administration de la Caisse du Crédit agricole et de la Mutualité agricole du Pas-de-Calais. Il fut encore un des fondateurs de l'Association des maires du Pas-de-Calais, qu'il présida de 1954 à 1966 et secrétaire du groupe des sénateurs-maires. Émile Durieux était officiellement apparenté à la SFIO, mais fut membre de la Commission exécutive du Pas-de-Calais de la SFIO durant plusieurs années entre 1955 et 1963 et siégea dans des commissions lors de Journées nationales d'études du parti en 1959. Politiquement sur ses terres, et sans doute socialement, comme Ludovic Tron, Durieux ne pouvait être socialiste ; mais il constituait dans le département une pierre importante du contrôle du parti sur le département, lien politique entre le monde agricole et ses réseaux, complément utile pour un parti dont les deux bastions essentiels étaient le bassin minier et l'agglomération d'Arras.

Toutefois si le parti gagne en influence par ces hommes, et affaibli le camp adverse en le privant d'un siège à sa portée, il y perd dans le décompte départemental et national de voix, baromètre classique de légitimité dans un régime de démocratie électorale. Donc, dans ces années favorables à la SFIO, se présenter comme « socialiste indépendant » à des élections sans l'accord au moins tacite des instances fédérales et locales, c'est être pratiquement sûr d'avoir face à soi un concurrent adoubi par le parti officiel, appuyé par un réseau militant plus ou moins réel. Aussi, voit-on à la Libération un flux non négligeable de personnalités locales, venues du radicalisme ou d'ailleurs, adhérer à la SFIO. On connaîtra le même phénomène avec l'affirmation du PS dans les années soixante-dix, sa montée en puissance contraignant de nombreux élus à le rallier ou à passer ouvertement dans l'autre camp. Avec le reflux, tous ceux qui ont ainsi rejoint le parti n'y restent pas.

Après 1948, le sigle SFIO est dévalorisé par la participation ministérielle aux gouvernements du tripartisme puis de la Troisième force et la référence explicite au socialisme devient un handicap pour ceux qui ont été élus sous l'étiquette socialiste lorsque la vague était haute mais dans des secteurs menacés. Le nombre des adhérents et militants encartés s'effondre, réduit des deux tiers environ en trois ans, de nombreuses sections locales disparaissent, et le parti est disposé à des concessions pour ne pas avoir face à lui des adversaires qui fragiliseraient encore plus ses positions. Les marges de manœuvre des élus augmentent. Surtout, lorsque chaque voix de gauche compte, que la présidence d'un conseil général ou l'élection d'un sénateur est en jeu : le parti ne présente pas un militant sûr d'échouer face à l' élu sortant qui vote « bien », même si celui-ci se détache du parti. On voit ainsi se multiplier le nombre d'élus « divers gauche » ou « socialistes indépendants », dont une part sont d'anciens membres du parti. C'est particulièrement frappant dans des départements comme l'Indre ou la Sarthe. Ici, ce qui est essentiel, c'est plus l'équilibre droite/gauche, laïques/cléricaux, que l'étiquette socialiste du candidat. Des élus en profitent pour s'affranchir de la tutelle trop contraignante du parti, en restant le plus souvent en rapport avec lui. Les marges s'intègrent plus ou moins au parti en fonction de la capacité d'attraction ou d'un effet répulsif du parti.

Il existe une autre catégorie de socialistes indépendants, ceux qui se sont fait exclure pour indiscipline mais ont réussi à se faire élire contre les candidats officiels. Deux cas de figure principaux se présentent.

Le premier, très classique est celui d'un conflit entre deux candidats socialistes, conduisant celui qui n'a pas été adoubi par le parti à se présenter malgré tout, avant de

l'emporter. C'est le cas, par exemple d'Arthur Conte dans les Pyrénées-Orientales. Élu conseiller général en 1945, il s'affronte au patron de la fédération, Louis Noguères pour le contrôle de celle-ci. Exclu avec ses partisans, il monte une fédération indépendante qui l'emporte progressivement sur la fédération orthodoxe. Élu député en 1951, réélu conseiller général, il devient incontournable, faute de perdre une importante fédération méridionale. Alors, la direction organise sa réintégration aux dépens des socialistes disciplinés.

Deuxième cas très répandu, un socialiste pour se faire élire ou plus souvent réélire, transgresse les consignes du parti en matière d'alliance politique et se fait exclure pour cela. Citons, ici, Maurice Poirot, élu député « Front populaire » des Vosges en 1956, alors que l'alliance avec le PCF est totalement proscrite. Exclu en décembre 1955 il est réintégré en 1957.

Si une période de purgatoire est à observer, pour punir l'infraction, respecter les formes et ne pas donner ouvertement de prime à l'indiscipline, le parti, par réalisme, prend en compte généralement l'onction du suffrage universel. Faute de quoi l'indiscipliné entrera dans d'autres réseaux, ce qu'il faut éviter. Pour ceux-là, l'appellation « socialiste indépendant » n'est qu'une transition.

Le cas des paul-fauriste.

L'histoire des paul-fauristes après 1945 a été écrite par Noëlline Castagnez-Ruggiu (Noëlline Castagnez-Ruggiu, « Les paul-fauristes après la Libération », mémoire de maîtrise, Paris IV, 1987 et « Le Parti socialiste démocratique », in « Matériaux pour l'histoire du RGR », *Recherches contemporaines*, n° 5, 1998-1999, p. 316-321), nous ne nous intéresserons que dans les limites de la problématique en œuvre ici. Ils font dans une large mesure un chemin inverse de celui de la majorité des socialistes indépendants. Anciens socialistes mis au ban du parti à la Libération, une partie d'entre eux parvient à réintégrer la vieille maison en profitant du reflux du parti et du changement de direction. Certes, certains qui ont conservé l'appui de leurs fédérations et des réseaux puissants sont toujours restés dans l'orbite socialiste en attendant leur réintégration pour laquelle ils se sont beaucoup dépensés. Pensons, par exemple, à Léon Betoulle à Limoges ou à François Blanche à Saint-Nazaire. Ostracisés par la direction nationale du parti, ayant perdu de ce fait leurs fonctions de députés-maires, ils restent après 1945 proches de leurs anciennes fédérations qui les utilisent pour regagner ou conserver leurs municipalités en 1947 et obtiennent leurs réintégrations peu après. Blanche redeviendra même parlementaire en dépit de son âge.

Par la suite, on voit revenir au parti d'autres paul-fauristes qui l'ont combattu, même sur le plan local. C'est le cas, par exemple d'André Février, ancien député du Rhône, candidat PSD à plusieurs reprises contre des candidats du parti, pourtant réintégré en 1956 avec Chouffet. La fédération du Rhône, exsangue, devenue une des plus faibles de France, compte sur eux pour reprendre vigueur dans des secteurs comme le Beaujolais où elle a totalement disparu. Leur simple présence, aux marges du parti, empêchait celui-ci de se développer.

Autre scénario, ceux qui se rapprochent du parti et travaillent avec des militants socialistes, sans revenir formellement à la vieille maison. En Saône-et-Loire Satonnet

(ancien secrétaire fédéral) et Nouvelle (ancien député), sans réintégrer formellement la SFIO, après s'être fait réélire contre ses candidats, trouvent un gentleman agrément de fait : ils votent avec les élus socialistes au conseil général, prennent des militants de la SFIO sur leur liste aux municipales et le parti, lui, ne leur oppose plus de concurrent. Le cas de Deschizeaux est encore plus intéressant. Ancien député exclu lui aussi pour son vote à Vichy, il s'est tenu en réserve jusqu'en 1958. À cette date, sous le soutien amical sans doute de Max Hymans, bénéficiant de l'amnistie de 1953 et du rejet des élus de la IV^e République qui a occulté les responsabilités de ceux de la III^e dans la chute du régime précédent, il s'est fait réélire député de Châteauroux. Le groupe parlementaire socialiste étant décimé et comprenant peu d'hommes d'expérience, il s'y apparente et son savoir-faire et son dynamisme lui valent de reprendre une place significative à gauche. Désormais revenu dans l'orbite socialiste si ce n'est dans le parti, il bénéficie de la « discipline républicaine » et cet ancien pétainiste convaincu se fait régulièrement réélire avec l'appui de toute la gauche, les socialistes étant au premier rang.

D'autres enfin restent dans une position d'adversaires irréductibles. C'est le cas de Charles Spinasse en Corrèze, dont l'action n'a pas été étrangère au succès de Jacques Chirac dans ce département qui votait traditionnellement à gauche. Sur un mode moins conflictuel, d'autres anciens paul-fauristes qui ont participé à la construction du RGR avec leur leader s'intègrent dans cette famille qui évolue lentement vers le centre et la droite, s'éloignant définitivement du socialisme et emportant avec eux tout ou partie de leurs réseaux locaux.

Des clubs à la FGDS, de l'éclatement au rapprochement

L'installation de la V^e République, la politique menée par Georges Pompidou, qui conduit à une bipolarisation sans concession, accentuent la crise de la SFIO dans les années soixante et transforment le paysage politique. Alors que le nombre de socialistes indépendants se multiplie, s'amorce un rapprochement inédit entre les socialistes, des Chrétiens de gauche, les survivants de l'UDSR regroupés autour de François Mitterrand, les radicaux et de nouveaux militants de gauche qui se regroupent pour une part dans les Clubs. Après l'échec de l'opération Defferre en 1965, autour de la FGDS, la gauche démocratique se rassemble et les frontières entre les formations perdurent mais se brouillent. Et cela d'autant plus que, à l'intérieur de la SFIO les clans s'opposent violemment et l'unité du parti n'est plus qu'une façade. À cette étape, le centre du parti se réduit, se délite et les marges occupent de plus en plus d'espace, tout en étant de plus en plus difficile à cerner. Lors des colloques, Brutelle, celui-ci, au nom de la SFIO, reconnaît comme « socialistes » tous les participants. Les marges du socialisme sont remises en cause, préparant ainsi la recomposition que réalisera le PS à partir de 1971.

Des noyaux militants « révolutionnaires » ou léninistes en situation de repli dans le PS-SFIO de Guy Mollet

Dans la période 1945-1968, très vite critique pour le parti dont il est courant de pronostiquer alors la fin prochaine, la SFIO abrite des sensibilités politiques organisées en situation de repli stratégique, les pivertistes, des communistes dissidents et des trotskistes principalement.

Les pivertistes ont pour une partie d'entre eux réintégrés la SFIO en 1944-1945, avant même le retour en France de Marceau Pivert, mis devant le fait accompli par ses amis. Le débat entre eux fut vif, animé principalement à Paris par Charles Lancelle et Lucien Vaillant favorables au retour dans la vieille maison pour la reconquérir de l'intérieur (ils ont déjà participé au Parti socialiste clandestin). Fugère, responsable du groupe de Résistance lyonnais *L'insurgé* se prononce contre cette option. Marceau Pivert se rallie aux entristes, considérant que l'avenir du mouvement ouvrier est menacé par le totalitarisme stalinien et qu'il importe de défendre la démocratie bourgeoise, condition minimale d'existence du mouvement ouvrier. Ceux qui rejoignent la SFIO se trouvent plus ou moins intégrés à la direction molletiste entre 1946 et 1951 – rappelons qu'ils ont contribué à la victoire de Guy Mollet sur Daniel Mayer en 1946 et que Marceau Pivert fut en 1947-1948 un des fondateurs de la Troisième force. Par la suite, sur la participation, la Communauté européenne de défense et la Guerre d'Algérie, ils se trouvent dans l'opposition, se rapprochant progressivement des blumistes. Si leurs forces s'étiolent, un noyau de fidèles demeure regroupé jusqu'en 1958 autour de la revue *Correspondance socialiste internationale* et de la direction pivertiste de la fédération de la Seine. Ils continuent à se différencier des militants de la SFIO sur le plan politique – anticolonialistes, ultrapacifistes, ils sont plutôt antistaliniens qu'anticommunistes – et par des pratiques différentes : très propagandistes passionnés par les outils modernes de communication et d'agitation, ils se caractérisent encore par leur refus personnel de l'électoratisme particulièrement frappant dans la SFIO. La mort de Marceau Pivert en 1958 et le départ de la plupart de ses amis au PSA puis au PSU fait disparaître ce courant original, même si des individus restent fidèles à cette sensibilité, là où ils continuent à militer.

D'anciens communistes rejoignent à diverses étapes la SFIO. Certains s'assimilent complètement, comme Gilbert Zakzas élu député socialiste de la Haute-Garonne, mais d'autres ne rallient pas l'ensemble des positions politiques du parti, font entendre leurs différences et pour certains militent pour des évolutions plus conformes à leurs conceptions politiques. Parmi eux, citons d'anciens parlementaires qui ont refusé en 1939 le pacte germano-soviétique, Nicod, de l'Ain qui a vainement essayé de revenir au PC en 1944, Darius Le Corre, de la Seine-et-Oise, mobilisé pour la propagande anticommuniste dans le *Populaire* à partir de 1950. D'autres comme André Ferrat et Victor Fay proposent d'autres pratiques politiques plus conformes à leur passé kominforzien. Fay anime un petit groupe de réflexion marxiste dans le VI^e arrondissement, très actif auprès des Étudiants socialistes. Michel Rocard se rappelle s'y être formé. Plus tard, en octobre 1958, adhère à la SFIO le petit groupe d'exclus communistes organisé autour de *La Nation Socialiste*. Par la violence physique et l'intimidation, la direction communiste avait tenté de les empêcher de s'exprimer et depuis au moins deux ans, ils bénéficiaient de l'appui matériel des dirigeants socialistes, leur hebdomadaire étant déjà largement subventionné par la SFIO. Auguste Lecoœur et Pierre Hervé qui animent ce groupe considéraient que, depuis mai 1958, les libertés étaient menacées et que pour survivre à une éventuelle nouvelle crise, il était préférable d'être dans un vrai parti. Aussi, après avoir tenté de rallier l'UGS en 1957, puis le PSA, en 1958, ils entrent à la SFIO (le PSA avait refusé pour des motifs politiques : *la Nation socialiste* avait eu des positions proches de celles de la SFIO. sur l'Algérie et son journal était soutenu par la cité Malesherbes. D'autre part, les dirigeants du PSA ne voulaient certainement pas

indisposer l'UGS. en conflit ouvert avec "les communistes nationaux" depuis plus d'un an. Les dissidents du PC accusent l'UGS de "crypto-communisme"). Jusqu'à leur refus de l'Union de la gauche qui va les amener à se séparer des socialistes à la fin de la décennie suivante, ils vont jouer leur petite musique politique au sein et à l'extérieur du parti.

D'anciens trotskistes ou apparentés viennent aussi trouver un espace militant au sein de la SFIO. Fred Zeller revient ainsi, et ce n'est pas un hasard avec *La Nation socialiste* lors de la crise de 1958, mais il a été précédé de cadres comme Paul Parisot, Maurice Laval, Marcel Rousseau ou Jean Rous. L'itinéraire de chacun de ses militants « marginaux » en position de repli serait à considérer. Le premier deviendra un cadre du syndicalisme des journalistes FO puis CFDT, le second un des fondateurs et l'administrateur de *France-Observateur* puis du *Nouvel Observateur*, le dernier, qui anime des associations anticolonialistes, fait des allers-retours entre la SFIO et les organisations qui naissent sur sa gauche, le RDR, les Nouvelles gauches, le PSA, le PSU puis le PS.

Tous ces anciens militants communistes, trotskistes et pivertistes en position de repli dans la SFIO se caractérisent par des pratiques différentes de celles de la plupart des militants socialistes, moins électoralistes, avec un goût prononcé pour l'organisation, les cercles de formation théorique et la propagande. Qu'ils se considèrent toujours comme léninistes ou non, ils pensent aussi que le combat contre Moscou et le PCF constituent des priorités et, *nolens, volens*, admettent avec les socialistes que la « démocratie bourgeoise » est nécessaire. Ce n'est certainement pas un hasard non plus si ces militants, qui ont été pour la plupart partisans des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste, se retrouvent pratiquement tous dans la Franc-Maçonnerie, où trouvent dans les loges des lieux de débat. Et pour certains à des postes de responsabilité essentiels. Comment ne pas penser à deux grands maîtres du Grand-Orient de la période considérée, Fred Zeller et l'ancien pivertiste Jacques Enock, secrétaire adjoint du parti socialiste entre 1969 et 1971. Il y aurait une histoire à faire des anciens « Trotsko-maçons » et apparentés qui ne serait pas sans intérêt pour l'histoire de la SFIO.

Dans la SFIO, ces militants et sensibilités, instrumentalisés pas la direction du parti, sont conscients de jouer un jeu politique au bénéfice de celle-ci, ou dans des normes fixées par celles-ci. Le cas des pivertistes est évident entre 1946 et 1950, non moins évident dans celui de *la Nation socialiste* qui sert de caution « gauche » à la direction de la SFIO alors que se fait la scission avec le PSA. On citera encore le cas de Paul Parisot, que la direction de la SFIO tenta de pousser en avant pour prendre la place des pivertistes lorsque Marceau Pivert manifesta sa différence.

Ces sensibilités ont aussi en commun d'être essentiellement parisiennes. Dans un parti dominé par un petit groupe de fédérations du Nord et du Midi, profondément provincial en fait, l'appartenance à cette fédération est, à elle seule, un facteur de marginalisation.

Marges et repli volontaire dans le parti, le rôle révélateur de la guerre d'Algérie

Les déchirements internes de la SFIO s'étaient traduits en 1947-1948 par de petites scissions, des départs massifs de militants et surtout d'adhérents et par l'impossibilité de mener un combat interne. *A contrario*, les divergences qui déchirent le parti au temps de la guerre d'Algérie conduisent à des repositionnements, et avec l'échec de la tentative de

Guy Mollet de marginaliser définitivement les derniers « blumistes » et pivertistes, à un combat acharné entre tendances qui, s'il s'achève sur une nouvelle scission limitée, a contribué à une recomposition politique provisoire mais féconde. Ici, itinéraires individuels et collectifs se sont croisés et enrichis.

Le cas le plus spectaculaire est sans doute celui des derniers « blumistes », les hommes regroupés autour de Daniel Mayer, Oreste Rosenfled et Robert Verdier. Situés au centre du parti à la Libération, ils sont progressivement marginalisés à partir de 1946. Après la crise de la CED, défaite politique lourdement subie, ils ont hésité à affronter la direction molletiste en 1956, même s'ils ont marqué leur différence en présentant des motions minoritaires dans les conseils nationaux et lors du congrès de Lille. L'intervention à Suez, les pratiques de l'armée en Algérie, les ont conduits à s'engager plus résolument dans ce combat, avec les pivertistes. Ils fondent ensemble le Comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie (CSEAPA) et entrent en dissidence intérieure. Avant de participer ensuite à la constitution du PSA et du PSU puis, déçus de ce dernier, à l'aventure des clubs, avant de revenir au cœur de l'appareil du parti socialiste avec Alain Savary, puis enfin d'être de nouveau mis au second plan avec la nouvelle direction socialiste de François Mitterrand. Ce parcours sinueux les conduit à de nouvelles pratiques politiques, moins électoralistes et plus militantes. Ils s'investissent notamment dans la Ligue des droits de l'homme, que présideront Daniel Mayer puis Henri Noguères pendant plus de vingt ans. À leurs côtés Robert Verdier, président d'honneur, Andrée Viénot et beaucoup d'autres. Il s'agit là d'une position de repli évidente, aux marges du parti.

Le CSEAPA, animé par les blumistes et leurs alliés pivertistes, fédère des militants de sensibilité de gauche en situation de repli interne, individuel ou collectif. À partir de 1957 dans des fédérations socialistes, se dessine une tendance à la reconstitution d'un courant de gauche, unitaire, qui avait pratiquement disparu depuis 1948. Des militants longtemps isolés se regroupent au niveau local, puis au niveau fédéral et finissent naturellement par contacter la minorité socialiste. Les deux cas les plus caractéristiques sont sans doute ceux de l'Aube et du Cher.

Dans l'Aube, des militants groupés autour de la section de Troyes sont en passe de prendre le contrôle de la fédération en 1957, après un long combat local mené dans une complète autonomie. La fédération, de faible importance (elle compte 375 adhérents en 1957) est tenue depuis 1944 par une équipe de militants issus de la Résistance et de Libération-Nord conduite par Germain Rincant, instituteur, fondateur du CDL clandestin, devenu député et par Paul Brandon, son adjoint de 1945 à 1948, qui lui a succédé au secrétariat fédéral. Les affrontements ont débuté dans la fédération à l'automne 1956. Le 25 octobre le secrétaire de la section de Troyes, son adjoint et son trésorier, en opposition « tant sur la question sociale que sur la question d'Algérie et que sur les événements d'Égypte », démissionnent de leurs fonctions et déclarent rentrer dans le rang pour continuer leur combat. Dans le *Bulletin Intérieur fédéral*, ils font paraître des "Libres Opinions", comme cet article de juin 1957 où un des trois écrit que le parti « ne lutte plus », se contente d'être l'arbitre d'une chambre qui n'a pas de majorité, prend le pouvoir « appuyé par la droite et le cléricanisme », sans en tirer d'avantages plus conséquents que la troisième semaine de congés payés et la suppression des abattements de zones. La SFIO est devenue, continue-t-il, « un parti bourgeois comme le Parti radical », où les fonctionnaires du parti et « des hommes dénués de tout principe » viennent chercher les

avantages matériels. Ils appellent leurs camarades à faire revivre le parti pour qu'il revienne à une conception du socialisme qui soit plus réelle, c'est-à-dire, « transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste » (*Bulletin Intérieur* de la fédération socialiste de l'Aube, juin 1957). Ils nouent des contacts avec les dirigeants parisiens de la minorité en novembre 1957 par un ancien rappelé, secrétaire d'une petite section campagnarde. Les relations suivies débutent en janvier 1958 entre le CSEAPA et une vingtaine d'animateurs de la minorité dans la fédération qui cumulent des responsabilités dans et surtout à l'extérieur du parti (on y retrouve deux maires, trois secrétaires de section, cinq membres de la Commission exécutive fédérale, trois membres de la commission fédérale de propagande, quatre membres de la Commission exécutive de la section de Troyes dont le secrétaire et le secrétaire adjoint et deux conseillers municipaux de cette ville. Lettre de Jean Martin à A. Seurat, 30.1.58. Arch. A. Seurat). Dès lors, les minoritaires de l'Aube s'alignent sur la stratégie élaborée au niveau national, font adopter dans leur secteur des motions favorables aux thèses minoritaires qu'ils adressent ensuite à toutes les sections du département. Ils diffusent la *Tribune du socialisme* auprès d'une centaine de militants et responsables locaux à l'occasion des congrès fédéraux et utilisent même pour leur propagande une tournée d'une déléguée du parti. Le correspondant de la *Tribune* peut alors écrire : « Depuis deux ans nous luttons pour la même cause, et il nous fallait une expression nationale que vous avez su créer ». Allant plus loin que les positions minoritaires nationales, aux élections au Conseil général du 20 avril 1958, deux minoritaires se présentent comme tels en défendant l'union de la gauche sans exclusive (le maire de Saint-Mesnin se décrit dans sa profession de foi comme "socialiste unioniste et libéral et, par là, minoritaire de mon parti". Il se prononce pour la paix, dit désapprouver les massacres du FLN et le bombardement de Sakhiet et les tortures subies par Djamil Bouhired, demande aux dirigeants du pays de négocier en Algérie, mais préconise aussi l'union sans exclusive de toutes les gauches, la création de deux grands partis au parlement, celui des exploités et celui des exploités. Coupure de presse, dossier Aube, arch. A. Seurat).

Dans le Cher, à Bourges, une quinzaine de militants en désaccord de longue date avec la politique du parti ont constitué un groupe d'études et d'action socialiste qui rassemble d'anciens membres du bureau et de la CA fédérale, secrétaires de section, animateurs de GSE (ainsi parmi les deux correspondants réguliers du Comité socialiste, l'un a été durant vingt-et-un ans trésorier fédéral, l'autre a été ancien secrétaire de groupe JS, secrétaire de section puis secrétaire fédéral adjoint. La plupart sont des animateurs de syndicats FO ou autonomes, de mutuelles ou de coopératives. Lettre de J.L. Roger, 17 novembre 1957), qui, au début 1956, voulant sortir de leur "rôle inefficace de simples cotisants", ont "retrouvé le chemin des réunions de section" espérant redonner une vie nouvelle à la fédération et à la section par l'adhésion de jeunes et d'ouvriers prêts à les suivre. La politique du gouvernement et du parti les démobilise de nouveau, mais l'apparition du Comité leur redonne un espoir. L'un d'eux écrit :

« Nous pouvons facilement contrôler la section de Bourges. A quoi bon ? Nous avons laissé se dégrader la situation fédérale et locale entre les mains des électoralistes et de quelques béni-oui-oui qui constituent actuellement les seuls militants du Cher.

C'est alors qu'apparut le CSEAPA. Nous avons suivi vos efforts avec sympathie mais nous regrettons que vous vous borniez au problème algérien. Nous pensons en effet que l'attitude du Parti dans ce domaine n'est pas un épiphénomène, mais la conséquence

de la lente dégradation de la doctrine et de l'action socialistes depuis une vingtaine d'années. Nous pensons qu'il faut atteindre le mal à sa racine. C'est pourquoi nous approuvons pleinement votre intention de « rénover, tous ensemble, le socialisme démocratique ».

Nous sommes prêts, dans ce but, à travailler activement. Notre grand handicap est d'être isolés ».

Dans le cas de ce groupe, dont d'autres correspondances montrent que ses membres sont "unitaires" et marqués "à gauche" du parti, l'action du Comité socialiste ne satisfait pas pleinement ses membres mais contribue à réactiver des militants qui avaient baissé les bras.

Ces quelques cas signalent l'existence au sein de la SFIO de militants de sensibilité socialiste de gauche, qui membres du parti certes peuvent se trouver durant un temps en position de repli puis, sous la pression de circonstances jugées impérieuse, ici la guerre d'Algérie, sont appelés à se remobiliser. Ici, ayant échoués dans leur tentative de « redresser » l'organisation, ils vont choisir de la quitter pour en former une nouvelle. Le repli n'a été que provisoire, signe annonciateur de la rupture.

Marges et aires du socialisme

Dans les années 1945-1968, nous serons tenté d'écrire en simplifiant au maximum que le mouvement socialiste sert de base de repli à des militants situés sur sa gauche et que ses marges se trouvent surtout sur sa droite. Les cas individuels confirmeraient nous semble-t-il cette remarque. Si l'on retrouve ainsi des constantes, les situations sont, elles, évolutives. Les cas des pivertistes et surtout celui des blumistes qui passent du centre du parti à l'extérieur en ont constitué une illustration. Hors de la période étudiée, la situation des molletistes, en condition de repli intérieur après 1971, en serait une autre. Après les paul-fauristes exclus à la Libération, c'est ainsi la troisième direction à se trouver marginalisée en moins de trente ans. Il faudrait sans doute pourtant relativiser ces considérations en observant la part des clients et affiliés de ces courants qui ont su en continuité rester au centre du parti et éviter la marginalisation subie par leurs chefs. On déterminerait ainsi des cas intéressants qui ne seraient pas moins instructifs à suivre sans doute.

Notons encore que les limites du parti n'étaient pas fermées. Nous avons déjà eu l'occasion de l'observer en travaillant sur les réseaux socialistes ou sur les associations proches de la SFIO. Nous constatons ainsi que le schéma hérité des travaux de Maurice Duverger et de ses collaborateurs – qui inspire souvent notre réflexion consciente ou inconsciente sur le parti politique – opposant « parti de cadres » et « partis de masses » aux contours nettement délimités n'est guère opérable pour le Parti socialiste. D'une part parce que sa réalité varie selon les départements, la SFIO n'est guère un parti de masse que dans quelques fédérations ; d'autre part, parce que les limites entre le parti et l'extérieur fondées sur les adhésions comme critère objectif et le découpage également idéal, entre sympathisants adhérents, militants, cadres, dirigeants, s'avèrent des constructions intellectuelles fragiles, même si elles restent utiles. Elles ne sont pas satisfaisantes et opératoires et ne résistent pas longtemps dès lors que l'on travaille sur la prosopographie des militants. Les travaux utilisant les concepts de milieux, réseaux, mouvances, espaces ou aires politiques, reflètent le besoin de considérer le parti dans des

ensembles plus vastes et l'insuffisance ressentie envers des analyses sur le Parti socialiste considéré dans un sens trop étroit. La réflexion sur les marges extérieures du socialisme entre dans cette problématique de redéfinition d'une réalité partisane plus dynamique et moins rigide.

LANUQUE Jean-Guillaume

Marges et replis dans le mouvement ouvrier français : Le cas de l'extrême gauche

Introduction : des considérations générales aux limites patentes

Avant toute chose, je tiens à préciser que l'extrême gauche dont je traiterai ici correspond à la définition de travail qui est celle du corpus du *Maitron* que je coordonne, autrement dit l'extrême gauche d'obédience marxiste. Je me centrerai d'ailleurs surtout sur les courants politiques que sont le trotskysme, principalement, et les ultra-gauches ou communismes de gauche.

J'insiste cependant sur le fait que ce que je tire des itinéraires militants que nous avons pour le moment reconstitué n'est que provisoire, puisque ce sont seulement les militants les plus visibles et les plus influents qui ont été surtout traités. Il s'agit plus de proposer un cadre d'analyse, modifiable à l'avenir.

La première difficulté vient quand il s'agit de qualifier la marge. Si nous nous en tenons à un critère strictement quantitatif, au-delà ou en-deça de quel nombre peut-on estimer qu'une organisation sort de cette marge ? Quant à l'aspect qualitatif, l'influence des idées avancées par l'extrême gauche, il est également fort problématique de l'évaluer. L'intérêt porté par les journalistes pourrait ainsi être un indicateur parmi d'autres, avec des pics en 1947, les années post-68, 1986 et depuis 1995, mais il est éminemment discutable. Nous resterons donc volontairement dans un certain flou, et concevrons la frontière entre marge et centre plus comme une zone lâche que comme une simple ligne.

Dans un premier temps, j'essaierai de voir comment cette extrême gauche marxiste a été repoussée à la marge (avec les formes de repli que cela a pu engendrer). Puis dans un deuxième temps, j'aborderai les différentes démarches qui ont été envisagées pour tenter de sortir de cette marge.

Comment l'extrême gauche française a-t-elle été repoussée à la marge ?

1) Une marge imposée de l'extérieur

D'emblée, cette extrême gauche se place, de par les conditions de son émergence progressive, dans une position marginale. Issus de scissions ou le plus souvent d'exclusions des partis communistes, les groupes trotskystes ou communistes de gauche, nombreux et éclatés, apparus en ordre dispersé, se sont retrouvés en marge du mouvement ouvrier dominant. Cette marge était toutefois vue comme provisoire, le but avoué étant pour la plupart de surpasser le PC en constituant un véritable parti communiste révolutionnaire.

Dans cette position de faiblesse, il faut faire la part de ce qui est dû à l'action du mouvement communiste comme barrage. Ainsi, pour les trotskystes, le barrage, né avec les exclusions de militants dès 1924, se renforce considérablement dans les années 30, et surtout à partir des procès de Moscou (c'est le moment où Staline déclare que le

trotskyisme ne fait plus partie du mouvement ouvrier) et de l'invention du qualificatif d'hitléro-trotskyiste ; le succès de cette campagne anti-trotskyiste, au-delà même des seuls rangs communistes, explique la profondeur et la pérennité des méfiances voire de l'hostilité à l'égard du trotskysme. Ce barrage ne disparaît véritablement que dans les années 90 (les excuses de Robert Hue pour l'assassinat de trotskystes pendant la guerre), même si les relations restent sujettes à tension de par le chevauchement partiel des électorats communiste et trotskyste.

Ce barrage n'était pas seulement idéologique, verbal, mais aussi physique, pratique. On pense bien sûr aux assassinats perpétrés pendant la guerre. Mais les exclusions de militants soupçonnés ou percés à jour en sont un autre exemple : citons ainsi celles de P. Bois, S. Just ou P. Lambert, tous trois rejetés de la CGT dans l'après-guerre (d'où la difficulté ensuite de travailler au contact des ouvriers les plus politisés). Cela ne s'arrêtait pas là, avec des interruptions de meetings par l'intervention musclée de militants communistes, de même pour des ventes de journaux à la criée ; encore au début des années 60, des militants de *Voix Ouvrière* étaient agressés à la sortie des usines, lorsqu'ils voulaient diffuser leur presse.

L'action du parti socialiste, comparée à cette aune, est évidemment bien moindre. La méfiance est le sentiment général des dirigeants socialistes vis-à-vis des trotskystes, suspectés depuis l'expérience des années 30 d'entrisme et de noyautage.

Le contexte plus général a lui aussi sa part. L'exemple de la Seconde Guerre mondiale est à cet égard significatif. Ainsi, le refus aussi bien d'Hitler et de Pétain que de De Gaulle, ajouté à la clandestinité nécessaire, contraint l'extrême gauche à rester dans la marge. Les forces militantes limitées, ajoutées aux coupes sombres de la répression nazie (en particulier chez les cadres), réduisent ces organisations à une quasi-impuissance pratique. Ajoutons à cela les divergences politiques, comme sur la nécessité ou non de répondre à l'appel au STO (le refus d'un P. Bois, pour poursuivre le travail militant en France, s'oppose ainsi au départ d'un S. Just vers l'Allemagne, où devait éclater la première salve de la révolution européenne), ou sur la nécessité d'un travail dans la résistance prônée par certains trotskystes, plutôt désavoué par les dirigeants, et pratiqué uniquement à échelle individuelle (A. Calvès, P. Broué).

Enfin, ne négligeons pas l'existence d'un cercle vicieux, les forces réduites des courants d'extrême gauche dans la période de l'après-guerre jusqu'à la deuxième moitié des années 60 limitant les possibilités d'action à grande échelle, ce qui empêche un développement étendu ; les deux éléments s'auto entretiennent, et pérennisent ainsi la marge.

2) Une marge intériorisée

Dans un second temps, il faut bien voir que cette marge, initialement subie, peut être intériorisée. Dans un contexte jugé défavorable à la révolution socialiste, la marginalité s'incarne alors dans un repli stratégique provisoire, destiné à conserver les acquis programmatiques qu'il s'agira de transmettre lors du réveil (vu le plus souvent comme inévitable) du sujet révolutionnaire. La volonté de G. Davoust de parvenir à publier *Les conseils ouvriers* de Pannekoek, pour éviter la perte de cet héritage, en est une bonne illustration. La production théorique de SouB en est une autre (attitude qui fut critiquée par un Véga). Ce repli intellectuel peut également coïncider avec un investissement professionnel, comme les travaux de marxologie de Rubel l'illustrent.

Mais implicitement, cette idée sous-tend sans doute une bonne partie de l'extrême gauche durant cette période de l'après-guerre, dont les trotskystes (Pablo déclare ainsi en 58 que le plus important n'est pas la liaison avec la classe ouvrière, mais le programme). En filigrane, il peut d'ailleurs y avoir l'idée d'une certaine affection pour la marge, vue comme une sorte d'élitisme, un moyen d'affirmer son identité personnelle, et entretenue par une forme d'intransigeance idéologique...

On en vient donc à la marge voulue et entretenue. Elle est surtout le fait de groupes réduits, ultra-gauches ou trotskystes (cas du PCRT posadiste), et est liée au particularisme fort à l'extrême gauche, au sentiment de minorité détentrice de la vérité, du programme révolutionnaire, voire à des enjeux de pouvoirs à petite échelle. Elle peut également se lier à un phénomène de répulsion à l'égard des autres composantes politiques ou syndicales du mouvement ouvrier (y compris du reste de l'extrême gauche) qui crée un « splendide isolement ». Il s'agit finalement d'un renoncement - cause ou conséquence - à toute sortie de la marge : le moment objectif viendra seul. La marge volontaire de l'Internationale situationniste est un extrême, elle qui pousse l'isolement quantitatif jusqu'à limiter volontairement à quelques individus le statut de membre de l'IS. Cette marge volontaire peut aussi être le fait d'individus, à la situation sociale marginale, ou à la personnalité solitaire et à l'individualisme affirmé, qui les gêne dans tout travail d'équipe sur le long terme. J. Malaquais peut ainsi rentrer dans cette catégorie de militant.

Cette position marginale de l'extrême gauche peut régulièrement conduire au découragement et à l'abandon. C'est sans doute une des explications du turn-over important des effectifs militants du PCI trotskyste de l'après-guerre jusqu'aux années 50, et le retrait d'un Barta au début des années 50, qui estimait que le prolétariat n'était à ce moment plus révolutionnaire, y trouve aussi son ressort. Mais il faut tout de même constater que la marge est a priori plus constituante que désintégrant pour l'extrême gauche.

Quelles solutions l'extrême gauche a-t-elle appliquées pour essayer de sortir de cette marge ?

1) Des solutions générales pour sortir de la marge

L'objectif pour toute une partie de l'extrême gauche est donc une sortie de la marge, cette sortie n'étant pas seulement vue comme un souci de reconnaissance de l'appartenance au mouvement ouvrier, mais surtout comme une visibilité permettant de devenir à terme une direction révolutionnaire alternative. Dans cette optique, on peut envisager deux façons différentes de construire le parti révolutionnaire, et ce faisant de sortir de la marge : une construction centrifuge, par la création et/ou le rassemblement d'individus ou d'organisations diverses, et une construction centripète, qui privilégie l'attraction de militants ou d'organisations pour venir se fondre dans le creuset de l'organisation révolutionnaire.

Pour la première, les trajectoires de certains militants qui traquent l'éveil de la conscience révolutionnaire en sont une bonne illustration : ainsi, Y. Craipeau dont le fil rouge, au sortir de la guerre, est la constitution d'une organisation suffisamment importante pour peser sur le cours des événements et doubler PC et PS ; après l'échec de la fusion entre le PCI (SFQI) et les JS exclues de la SFIO associées à l'ASR, il quitta

l'organisation trotskyste avec d'autres membres de son courant (les « droitiers ») pour rejoindre le RDR, puis plus tard la NG, l'UGS et le PSU. De même, suite au travail entriste du PCI resté section officielle, et à l'apparition au sein du PCF de *Tribune de discussion* suite au XX^e Congrès du PCUS, puis de *La Voie communiste* début 1958, des divergences se firent jour entre Denis Berger et Michel Fiant d'un côté (la jeune génération), et Pierre Frank et Michel Pablo (la « vieille garde ») de l'autre, sur la place à accorder à une organisation trotskyste autonome (une simple revue suffisant, selon Berger et Fiant, afin de privilégier le travail dans le PCF). La sortie de la marge est donc vue dans ces deux cas par le dépassement du mouvement trotskyste proprement dit.

La deuxième construction est visible lorsque les directions d'organisations prennent des initiatives pour associer à des objectifs ponctuels les partis ouvriers dominants, avec en filigrane la tactique du front unique ouvrier (marcher séparément, frapper ensemble). Ainsi, en 1949, pendant la guerre d'Indochine, la direction du PCI lance un appel aux « organisations ouvrières » pour s'associer afin de faire cesser le conflit (les appels incantatoires à un gouvernement PC-PS-CGT-FO sont fréquents). Dans le même ordre d'idée, des campagnes basées sur des revendications suffisamment larges, comme la défense de la liberté d'opinion, peuvent avoir une chance de toucher un public transversal. Un des meilleurs exemples est la période de la guerre d'Algérie, avec les campagnes de défense des militants du PCI poursuivis pour atteinte à l'intégrité de l'Etat (Lambert, Bloch, Renard, Just), ou celle en défense de Pablo, jugé à Amsterdam.

Enfin, le travail militant quotidien, bien sûr, a pour objectif d'être dans le « mouvement réel des masses », et de sortir ainsi de la marge. Le militantisme syndical, l'entrisme (dans les JS, le PCF ou le PSU, avec les risques d'adaptation que cela comporte), sont des moyens d'élargir l'audience, le public et à terme les rangs des militants eux-mêmes. Dans cette optique, l'investissement militant conduisait, dès que possible, à l'animation de grèves, qui en plus de marquer éventuellement des points dans la lutte de classes, permettaient de rendre plus visible l'engagement des militants d'extrême gauche. Il en fut ainsi pour les grèves de 1945 (dans lesquelles s'engagèrent M. Lequenne ou S. Minguet) ou la grève d'octobre 47 dans la RATP (pendant laquelle les frères Just firent partie du comité de grève, jusqu'à leur exclusion par les militants communistes). L'expérience de grève lancée par P. Bois en 1947 aussi, même si elle n'eut au final qu'un résultat limité, le SDR qui fut créé par la suite pour faire pièce à la position majoritaire de la CGT s'asphyxiant progressivement.

2) Des moyens liés au contexte d'après-guerre pour sortir de la marge

La sortie de la marge peut également se faire par le biais des idées et analyses défendues. La dette des analyses de l'URSS et des autres Etats bureaucratiques à l'égard des thèses développées par SouB est désormais largement reconnue. De manière plus générale, l'antistalinisme déployé par les trotskystes, malgré ses ambiguïtés, leur a permis de sortir de la marge, mais de façon toujours ponctuelle. Ainsi, au moment de la rupture entre le Kominform et la Yougoslavie de Tito, des brigades de travail furent organisées et envoyées sur place ; une revue, *Contemporains*, constitua également un point de rencontre avec des intellectuels en rupture de ban. Avant cet épisode, les étudiants communistes internationalistes (dont C. Lefort), à la Libération, réussirent à obtenir une audience intellectuelle non négligeable (année 45-46, cercle de discussion avec *Revue Internationale* et membres d'*Action* et d'*Esprit*). Les limites de ces tentatives de sortie de

la marginalité politique par réseaux de sociabilité interposés se trouvent dans la difficulté à pérenniser de telles démarches et de promouvoir une hypothétique troisième voie entre l'URSS et les Etats-Unis, d'autant que par défaut, la IV^e Internationale se situait plutôt du côté du camp dit socialiste.

De même, les positions sur la sexualité de toute une frange de l'extrême gauche (principalement les anarchistes, une partie des trotskystes et les situationnistes - dans le célèbre texte de Kayati -), qui contestaient le modèle dominant, en se référant à Reich notamment, pouvaient constituer un levier pour renverser le mur qui les isolait. Toutefois, même si ces idées ont fait leur chemin dans les années 70, il faut bien constater que d'une part, dans les années antérieures, l'extrême gauche restait très peu écoutée sur ce terrain, et que d'autre part, l'impact ultérieur de ces idées contribuèrent surtout au développement d'autres organisations, qui avaient leur propre personnalité (le MLF par exemple, ou le FHAR). L'extrême gauche, dans ce domaine, fut un vecteur plus qu'un acteur reconnu comme tel.

Toutefois, ce qui fait la particularité de cette période, comprise entre les débuts de la guerre froide et l'explosion de Mai 68, c'est l'émergence et le développement massif de la vague de décolonisation. Dès la guerre d'Indochine, les trotskystes, par exemple, s'opposèrent au conflit en gestation ou en cours, et ce dès 1945. Le retour du PCF dans l'opposition à partir de 47 court-circuita leurs possibilités de sortir ainsi de la marge. De même, pendant la guerre d'Algérie, la IV^e Internationale, vivement poussée par Pablo, s'investit intensivement dans le soutien au FLN par le biais de tous ses militants (S. Minguet ou P. Avot en sont de bons exemples) ; et si ce travail leur procura dans un premier temps une visibilité temporaire en Algérie indépendante même, il eut pour résultat plus tardif l'émergence d'une génération contestataire au sein des étudiants communistes, celle qui allait jouer un rôle en Mai 68. Plus généralement, cet investissement anticolonial exerça un indéniable effet d'attraction sur des militants critiques par rapport à leurs partis d'origine, SFIO (J.J. Marie) ou PCF.

Le tiers-mondisme qui vit le jour durant cette même période permit ainsi à une partie de l'extrême gauche de sortir – temporairement - de la marge, mais là encore, le tiers-mondisme fut un mouvement bien plus large, dans lequel les trotskystes apparaissent plutôt dilués, tout comme pour l'ouverture en direction de nouveaux publics, qualifiés de « nouveaux acteurs sociaux », comme les Noirs, les femmes ou les étudiants.

Conclusion : la marge, élément constitutif de l'extrême gauche ?

De quand dater la sortie de marge de cette extrême gauche ? De l'après 68, même si le pic militant et l'influence sur une partie de l'intelligentsia, en particulier, trouva ses limites à partir de la fin des années 70 ? De l'après 95, avec les succès relatifs des trotskystes de LO et de la LCR aux élections régionales puis européennes ? Constatons simplement que si le trotskysme est désormais devenu plus visible, de manière positive ou négative, il demeure toujours dans une marge quantitative, la sortie de marge étant en général ponctuelle et limitée. Quant aux communismes de gauche, ils restent encore unanimement très marginaux.

Cette marge est-elle plus sociale que politique ? Pas vraiment, dans le sens où le nombre de chômeurs ou de déclassés est faible (sans doute fort proche de la moyenne de l'ensemble de la société), mais beaucoup des militants se situant dans les classes

moyennes, la distance est plus grande pour atteindre la classe ouvrière, ce qui peut accentuer l'effet de marge (une sociologie systématique des organisations permettra d'y voir plus clair).

Finalement, on peut se demander si la marge et l'effet de pesanteur qu'elle induit ne représentent pas un élément constitutif de l'extrême gauche dite révolutionnaire, en dehors duquel elle connaîtrait quasi-inévitablement un processus de mutation. Cette position de marginalité politique se retrouve d'ailleurs en ce qui concerne les études et travaux menés sur ces thèmes, qui restent actuellement cantonnés dans une position également marginale.

PINAULT Michel

Quelques réflexions sur la place des scientifiques au sein du PCF dans l'après-guerre

Je voudrais suggérer quelques questionnements au sujet de la place des scientifiques communistes - "*plus autonomes qu'on ne l'a dit*" - au sein du Parti communiste français des années d'après-guerre. Ces interrogations s'inscrivent dans cette journée "Marges et replis" au sens où il me semble qu'il a existé des niches de militantisme, plus ou moins spécifiques au milieu, et aussi une sorte de "retrait" de ces militants vis-à-vis des tapages organisés par les directions et relayés par les plus convaincus ou les plus dévoués. Cette hypothèse suggère que, dans l'état actuel des recherches et à cause du nombre des "autobiographies" existantes, le comportement des scientifiques communistes reste trop assimilé à celui des autres intellectuels et à celui des cadres, des intellectuels-de-parti, liés au comité central, à la fédération de la Seine, mieux connu et sur-valorisé. Si on retient mon hypothèse, les itinéraires de Marcel Prenant ou de Frédéric Joliot tendraient alors à être non pas des exceptions s'expliquant par l'autonomie acquise par ces "grands intellectuels" grâce à leur importante notoriété professionnelle, mais ils seraient au contraire emblématiques du comportement du plus grand nombre des scientifiques communistes. Militant "à la marge", ceux-ci auraient ainsi pu s'accommoder avec le stalinisme de Guerre froide, mi en l'acceptant, mi en s'en tenant à l'écart.

Il n'est pas question ici de présenter un corpus de ces scientifiques communistes. Le travail reste à faire, afin de connaître au moins un échantillonnage significatif de ces militants et de leurs itinéraires.

Première question : dans quelle mesure faut-il rapporter à une réticence - ou résistance - des militants concernés les difficultés de la direction du PCF avec ses intellectuels pendant le premier après-guerre - de 1944 à 1947 ?

Dès le 5 octobre 1944, en effet, le bureau politique avait inscrit à son ordre du jour "*Le travail du parti parmi les intellectuels*" et décidé la création d'"amicales" professionnelles auxquelles tous les intellectuels communistes devaient adhérer en plus de leur affiliation à une cellule. Une "*Direction nationale des intellectuels*" était créée mais aucun scientifique n'y était prévu. En fait, le Parti communiste n'était pas préoccupé par des questions qui animaient les scientifiques, comme la relance et le développement de la recherche scientifique en France, le rétablissement de la vie scientifique internationale et l'hostilité à la politique du secret établie par les Anglo-Saxons, le contrôle international de l'énergie et de la bombe atomique. Ce trait fut constant comme en témoigne ce que Joliot écrivait à sa femme lors de la crise qui l'opposa, au début de 1949, à Casanova et à la direction du PCF : "*(Le problème) tient sans doute à la méconnaissance (par les dirigeants) de l'importance des événements scientifiques et de l'importance de la science dans la vie moderne.(...) Le responsable des intellectuels*

(Casanova) est un avocat, certes d'une grande valeur, mais très attiré par la poésie et les lettres et qui ignore tout des scientifiques. Tout passe par Aragon qui semble avoir complètement subjugué Casa". Malgré cela, leur conviction que la science avait vocation à libérer l'homme a condition d'être soustraite aux lois capitalistes et celle selon laquelle les scientifiques avaient une responsabilité sociale à assumer renforçait l'adhésion de ces scientifiques - voire celle de nombreux compagnons de route - au mode de transformation sociale préconisé par le PCF, qui était déjà en oeuvre en URSS où il volait - ils en étaient convaincus - de succès en succès.

Lorsque la direction du PCF lança, dès 1945, l'idée d'une *Encyclopédie de la Renaissance française*, cela donna lieu aussitôt à des difficultés importantes au sein de l'amicale des scientifiques. Un biologiste qui quitta très vite le PCF, Georges Cohen, se souvient du jour où Voguet et Cogniot vinrent à l'Amicale présenter le projet : "Toute la connaissance devait être revue à la lumière du marxisme. Ce fut un tollé général. Ranson se demanda comment il pourrait décrire ses moules à la lumière du marxisme. Quant à Joliot, il revendiqua le privilège d'écrire l'article sur "le marxisme et la transfusion sanguine". (...) L'atmosphère tournant à la franche rigolade, l'amicale fut pratiquement dissoute par décret d'en haut". Un autre de ces partants de la première heure, Alain Bussard, se souvient qu'"on a demandé à Joliot ce qu'il pensait de la physique marxiste. Joliot a dit : "Moi, je ne connais pas de physique marxiste, je ne connais que la bonne et la mauvaise physique." J'ai compris, ajoute Bussard, qu'on avait signé notre arrêt de mort ". Les amicales furent en effet dissoutes après moins d'un an. Leur échec signa peut-être l'échec d'une certaine forme de participation de la masse des intellectuels communistes, dont les scientifiques, à l'élaboration d'une politique communiste dans leurs milieux.

On assista à une reprise en main, opérée par le bureau politique, et au développement d'une nouvelle politique, celle qu'impulsa Laurent Casanova, en s'appuyant sur *La Nouvelle Critique* et sur un corps limité de militants professionnels bien contrôlés. Dès la fin de 1946 et au début de 1947, la nébuleuse de l'influence communiste dans les milieux intellectuels se réduisit. L'échec de l'UNI, dont Joliot était le secrétaire général, et de son journal *Les Etoiles*, dans lequel s'exprimaient régulièrement des scientifiques, témoigne de ce tournant. De nombreux articles écrits par des scientifiques communistes ou compagnons de route, comme Wyart, Grassé, Teissier, Nicolle, Aubel, figuraient au sommaire de ce journal, qui portait en sous-titre "*Hebdomadaire de la Pensée française*". Après sa disparition, le 3 décembre 1946, c'est dans *Les Lettres françaises* que fut diffusée l'information sur la vie de l'UNI et les scientifiques purent y écrire de loin en loin. Quant à *l'Encyclopédie de la Renaissance française*, elle était en crise. Sans doute y avait-il aussi trop d'écart entre l'ouvrage auquel songeait la direction du Parti communiste et ce qu'étaient prêts à entreprendre les spécialistes sollicités. Ainsi Joliot accepta-t-il d'écrire une introduction de la partie "physique" mais son texte, de portée très générale sur la science et la méthode rationaliste, n'évoquant à aucun moment Marx et le marxisme, encore moins la science socialiste, ne pouvait convenir à une entreprise qui devait s'inscrire dans une violente bataille idéologique et politique. Sa conclusion était même à double sens. Il écrivait : "*L'esprit scientifique ne s'accommode pas de principes a priori*". Bientôt la politique

culturelle du PCF ardue sur la théorie des "deux sciences" rendit illusoire la poursuite du projet qui disparut des procès-verbaux du bureau politique. Finalement, depuis les débuts de l'amicale, à l'été 1944, jusqu'aux péripéties du jdanovisme quotidien qui sévissait en 1948, les scientifiques, en même temps que Joliot et la plupart des rédacteurs de *La Pensée*, malgré la pression qu'y exerçait Cogniot, devenaient de plus en plus prudents et silencieux. Les témoignages qui concernent l'activité de la cellule du Collège de France - à défaut de toute étude d'archives - s'accordent pour en donner l'image d'une cellule mobilisée dans les campagnes politiques impulsées par la direction du PCF, que ce soit sur les questions sociales, la dénonciation de la IV^e République, les questions coloniales, la défense de la paix et de l'URSS, mais très désengagée à l'égard des campagnes touchant à l'idéologie et au champ intellectuel.

Lorsque le secrétariat discuta longuement des "*Questions idéologiques*", en juillet 1947, et qu'il créa une section centrale du travail idéologique sous la responsabilité de Fajon, Casanova, entré au bureau politique, en fit aussi partie. Son action prit de l'ampleur avec la création des cercles idéologiques et la naissance de *La Nouvelle Critique*. Jean Jacques, endocrinologue au Collège de France, qui adhéra au PCF en 1947 et devint rapidement un responsable, avec le biochimiste Eugène Aubel, du cercle des chimistes communistes se souvient qu'il s'agissait désormais de groupes restreints de militants, très encadrés par les animateurs de *La Nouvelle Critique*, des *Lettres françaises*, de la section idéologique et de la Fédération de la Seine. Ces cercles se trouvèrent enfermés dans des campagnes idéologiques effrénées : "*Il fallait résister aux jdanovistes et ne pas se retrouver en porte-à-faux par rapport à l'orthodoxie*, dit Jean Jacques.(...) *Les anciens, les gens un peu mûrs de l'époque, qui n'étaient pas aussi méchants que Kanapa, Desanti et autres, avaient quand même envie de désamorcer un peu le jdanovisme de certains.(...) Ces cercles idéologiques, ça s'est terminé en quenouille. Finalement il n'y a plus eu de réunion et on n'en a plus parlé.*" L'échec des cercles idéologiques semble confirmer que ces structures encore fondées sur la participation des communistes d'un secteur intellectuel, ici les scientifiques, à l'élaboration d'une activité idéologique et politique adaptée aux besoins de leur milieu, ne purent survivre à l'ambiance de croisade idéologique. Celle-ci se trouva alors, de fait, confiée à un petit groupe de militants professionnels qui, sans appartenir eux-mêmes toujours aux spécialités scientifiques en jeu, continuèrent de parler au nom de l'ensemble des communistes, eux-mêmes silencieux.

Seconde question : l'activité militante spécifique que développent certains scientifiques communistes est-elle totalement ou en partie autonome vis-à-vis de la direction du PCF ? Dans quelle mesure en ont-ils conscience ?

Les communistes du secteur de la recherche scientifique qui avaient leurs propres préoccupations, eurent aussi leurs propres formes de militantisme. L'influence communiste continua donc de se diffuser dans le milieu scientifique malgré le poids des campagnes officielles comme celles sur le lyssenkisme.

Dès la fin de l'Occupation la décision avait été prise par les scientifiques de l'entourage de Joliot, au sein du CNRS en particulier, de transformer une partie du Front

national universitaire (FNU) en Association des travailleurs scientifiques (ATS) avant même que le FNU dans son ensemble devienne l'UFU. Le modèle de l'ATS était l'Association of Scientific Workers britannique (AScW). Son secrétaire en 1944, J.P. Mathieu, professeur à la Faculté des Sciences de Lille, faisait découler les buts de l'association de la prise de conscience, par les hommes de science, de leurs responsabilités et de l'étendue de leur rôle social. Un éditorial soulignait que : "*Le Syndicat vise surtout à la défense des intérêts matériels de ses membres ; l'ATS a des visées plus hautes et plus étendues. Ses buts consistent à assurer la Raison intellectuelle et la communauté de pensée entre ses membres, à établir des relations fructueuses entre ceux-ci et leurs collègues étrangers, à prendre part aux délibérations gouvernementales concernant la recherche, à lancer enfin de vigoureux SOS lorsque, comme c'est le cas présent, les travailleurs scientifiques se sentent en détresse.*" L'ATS prétendait donc être bien autre chose qu'une sorte de syndicat de la recherche scientifique. Fondée sur des principes politiques et moraux de portée générale présentés comme communs à la communauté et ouverte à tous les chercheurs, que pouvait-elle être ?

Elle eut, au début de son existence, 1200 ou 1400 adhérents, elle édita un *Bulletin*. Les premiers membres actifs qui se réunissaient au Laboratoire Curie étaient d'anciens résistants, souvent communistes ou compagnons de route, convaincus de continuer, dans une situation nouvelle, les combats de la Résistance. C'est dans ce milieu que se rencontrèrent les fondateurs, en mars 1946, de la revue *Atomes*, en apparence peu politique, qui était capable de mobiliser la communauté scientifique sur les questions concernant le milieu. L'ATS lança, en janvier 1947, une pétition "*Sur un oubli dans le Plan Monnet*" qui rassembla tout l'établissement scientifique. Il s'agissait de dénoncer l'absence de la recherche scientifique dans le projet de Plan Monnet et de souligner la nécessité d'une recherche scientifique et technique puissante. Ce long texte ne comportait aucun élément, même sous-entendu, tendant à en faire un élément d'un combat politique. Manifestement, le Parti communiste n'avait joué aucun rôle dans le déclenchement de la campagne. *L'Humanité* ne la relayait pas du tout. Les procès-verbaux des bureaux politiques et des secrétariats du PCF sont muets. Ce fut une mobilisation propre aux scientifiques à travers l'ATS et la CGT-Cadres. La "recherche", professionnalisée depuis les années 30, entraîna brutalement dans le champ social où elle testait sa force, sous l'impulsion des communistes. Ceux-ci, largement en dehors des directives explicites de la direction du PCF qui saisissait mal les enjeux, se mobilisaient alors facilement et, pendant les années où elles furent relativement concluantes, ces actions suffisaient probablement, en partie, à les combler.

Ajoutons que des évolutions similaires s'affirmaient dans d'autres pays, confirmant ainsi le rôle nouveau que les scientifiques aspiraient partout à jouer. C'est ainsi que la décision fut prise à Londres, les 20 et 21 juillet 1946, de créer la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS). Dix-huit associations de quatorze pays envoyèrent des délégués ou des observateurs. Aucun représentant de la science soviétique, polonaise ou de tout autre pays au-delà du "rideau de fer", comme disait désormais Winston Churchill, n'était présent et n'y adhéra jusqu'en 1952. La volonté des fondateurs de la FMTS de créer des liens étroits avec l'UNESCO avait en effet déplu aux Soviétiques car cette organisation de l'ONU fonctionnait sur le principe de la majorité que l'URSS

récusait. Logiquement, les dirigeants de la FMTS répétèrent régulièrement pendant les années suivantes que la FMTS devait être un pont entre l'Est et l'Ouest. Mais ils durent se rendre à l'évidence, la division du monde divisait aussi la communauté scientifique. En même temps, leur attachement à cette organisation internationale dont les Soviétiques étaient absents parut étrange aux dirigeants du PCF qui n'y virent qu'une sorte de Pen-Club devenu, grâce à Joliot, une sorte d'appendice du mouvement de la Paix.

En effet - et c'est la troisième question - comment les scientifiques communistes ainsi positionnés se retrouvèrent-ils stratégiquement placés lorsque la conjoncture de guerre froide mit "la lutte pour la paix" au coeur des objectifs de la direction du parti ?

Celle-ci les trouva en effet, avant même qu'elle ait à leur en donner la mission, aux avant-postes de la nouvelle croisade, "à leur créneau" de la "lutte pour la paix". La tension entre les Etats-Unis et l'URSS devenait telle en effet, à la fin de 1947, que la crainte d'une guerre prochaine envahissait les esprits. Les mises en garde des physiciens ne pouvaient qu'aiguïser ces inquiétudes. Lorsque, le 5 décembre 1947, *Franc-Tireur* publia un "*Appel aux républicains*" appelé à donner naissance aux Combattants de la Liberté et de la Paix, sur quinze noms figuraient ceux de plusieurs scientifiques, Frédéric Joliot-Curie, Jean Wyart, Jean Rostand, Pierre Biquard, Jacques Hadamard, dont l'appartenance au Parti communiste n'était pas la caractéristique première. A part Joliot, aucun dirigeant communiste n'apparaissait dans cette entreprise qui avait plus d'un point commun avec des initiatives parallèles prises, contre le risque de guerre, à la charnière de *Combat*, *Franc Tireur*, *Action*, *Esprit* et *Les Temps modernes*. Ni *l'Humanité* ni les procès-verbaux des directions du PCF ne témoignaient alors d'une préoccupation particulière à ce sujet ni d'un souci d'organiser la lutte contre la guerre.

Ainsi se trouvèrent réunies les conditions qui propulsèrent quelques scientifiques communistes ou compagnons de route, déjà engagés dans la mobilisation pacifiste, aux directions du mouvement de la Paix que Moscou allait bientôt inspirer. Les scientifiques eurent tendance, sans états d'âme, à intégrer massivement et facilement ce cadre militant qui, pour universel qu'il fût - s'adressant à tous les militants communistes sans distinction - semblait fait à leur mesure. Du coup, les structures de sociabilité propres aux scientifiques s'étiolèrent rapidement, malgré les efforts de quelques dirigeants. Elles renoncèrent d'ailleurs en partie à ce qui avait fait leur originalité - comme la lutte pour la recherche scientifique, la défense sociale du chercheur - pour se consacrer elles aussi à "la lutte pour la paix".

Au total, une rapide approche de la place au sein du PCF des scientifiques communistes témoigne, pour cette période, de leur isolement relatif et de leur positionnement original. Ils ne vivaient d'ailleurs évidemment pas leur activité "en dehors" en opposition avec leur appartenance, à leurs yeux essentielle, au courant communiste. Elle n'était sans doute d'ailleurs pas, pour eux, "de marge" mais venait plutôt "en plus", comme un élément d'équilibre et de compensation, et acceptation faite que dans le reste du parti et même ses directions on la considérât comme secondaire, voire ésotérique.

Nous pouvons constater finalement l'échec de ces tentatives de faire émerger des structures militantes réunissant durablement autour d'une sensibilité et d'objectifs communs ces scientifiques communistes et leurs compagnons de route. C'est donc au sein de leurs cellules professionnelles d'une part et dans le mouvement de la Paix d'autre part qu'ils continuèrent à s'investir. Ils s'y retrouvaient à l'unisson du reste du parti sur les principales questions, restant parfois réservés devant les campagnes inspirées du jdanovisme et du lyssenkisme - quoique la riposte à l'ennemi, à l'anticommunisme et à l'antisoviétisme, les conduisit à rester très solidaires de la direction du PCF même sur ce terrain. L'"esprit de parti" était plus fort, à moins de décider de se séparer définitivement du courant communiste.

JACQUIER Charles

Repli et marginalité : Les anciens “ gauchistes ” des années 30 et la revue *Preuves*

Il suffit de s'intéresser à ceux que Jean Rabaut a dénommés dans un livre pionnier les “ gauchistes ” des années trente ¹⁶ et d'avoir parcouru une collection de la revue *Preuves*, publiée à partir de mars 1951 par la section française du Congrès pour la liberté de la culture, pour voir qu'on retrouve plusieurs militants en vue des groupes révolutionnaires antistaliniens des années trente parmi les principaux collaborateurs de la revue *Preuves*. Il ne s'agit bien évidemment pas de faire de *Preuves* une revue plus ou moins ouvertement d'extrême gauche, pas plus que le repère d'un groupe diabolique de renégats et de repentis purement et simplement vendus à l'“ impérialisme américain ” — suppôt du maccarthysme et “ revue pétainiste ”, pas moins, selon Jean-Paul Sartre.

Comme l'a bien montré Pierre Grémion ¹⁷, *Preuves* est au croisement de différentes forces politiques françaises et de différents réseaux intellectuels dont la SFIO est le centre durant toute la IV^e République. Il n'en reste pas moins qu'il est nécessaire de prendre l'ampleur de cette présence d'anciens — ou de toujours — militants “ gauchistes ” ; d'en comprendre l'origine ; d'expliquer cette situation en apparence paradoxale ; enfin de voir à travers l'itinéraire de deux participants — Paul Barton et Louis Mercier ¹⁸ — comment s'appliquent les notions de marge et de repli sur leur positionnement politique sur une longue période ; le tout sous l'angle de l'histoire du mouvement ouvrier et de ses minorités.

Aux origines

Le milieu gauchiste parisien des années 30 a été jusqu'ici peu étudié dans sa globalité et, en particulier, du point de vue d'une histoire transversale entre courants, groupes et organisations. Pour tout l'entre-deux guerres, il faut d'abord mentionner pour mémoire la revue syndicaliste *La Révolution prolétarienne* qui constitue le point de contact privilégié entre militants gauchistes de sensibilités différentes : anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, ex-communistes, socialistes de gauche, trotskistes, etc. : tous y écrivent sous l'autorité

¹⁶ Jean Rabaut, *Tout est possible ! Les “ gauchistes ” français 1929-1944*, Paris, Denoël, 1974.

¹⁷ Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995. Ce livre — seul travail d'ensemble existant en français — constitue une somme d'analyses et d'informations d'un point de vue sociologique, et plus précisément de la sociologie des organisations qui est la spécialité de son auteur.

¹⁸ Cf. *Présence de Louis Mercier*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1999. Il s'agit des actes d'un colloque organisé par le CIRA-Lausanne à Paris en 1997 et regroupant les communications de David Berry, Amedeo Bertolo, Sylvain Boulouque, Phil Casoar, Marianne Enckell et Charles Jacquier. Pour notre part, nous tentions de replacer la participation du militant libertaire Louis Mercier à la revue *Preuves* et au Congrès pour la liberté de la culture dans l'ensemble de son itinéraire politique.

tutélaire de Pierre Monatte ¹⁹ et des militants historiques du “noyau” de la revue. On regrettera donc vivement qu’aucune étude d’envergure ne lui ait été consacrée.

Cependant, avec l’aggravation de la tension internationale et les échecs répétés des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier à partir de 1933, la deuxième moitié des années trente voit l’apparition d’une nouvelle structure militante transversale et de deux petites revues sur lesquelles nous allons brièvement nous arrêter.

Comme la revue syndicaliste *La Révolution prolétarienne*, c’est en marge du mouvement syndical que naît le Cercle syndicaliste Lutte de classes au début de 1937 ²⁰. Il regroupe les minorités révolutionnaires de la CGT réunifiée qui refusent la mainmise des staliniens de *La Vie ouvrière* sur le mouvement syndical et l’influence des réformistes de la tendance *Syndicats* qui s’y oppose. Il prône la défense intransigeante des conquêtes sociales de 1936, le contrôle ouvrier, la nationalisation des industries clés sans indemnité ni rachat et dénonce la marche à la guerre et l’union sacrée. Il publie un bi-mensuel, *Le Réveil syndicaliste*, auquel notamment Michel Collinet et Louis Mercier — de son vrai nom Charles Cortvrint, connu dans les milieux anarchistes parisiens et dans les colonnes du *Libertaire* sous le nom de Charles Ridet — collaborent.

Pour les revues, le mensuel *Essais et Combats*, organe de la Fédération nationale des étudiants socialistes (ES), de la tendance pivertiste, puis après leur exclusion de la SFIO, revue de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER), regroupe les exclus des ES ainsi que des étudiants anarchistes, des membres de Front social et des pacifistes inconditionnels, élèves de Michel Alexandre, un disciple d’Alain. La revue lance notamment en 1937 une grande enquête sur le marxisme à partir d’un questionnaire demandant “si les bouleversements intervenus depuis le début du siècle, et surtout depuis 1914, ont fait apparaître des points faux ou devenus caducs, ou encore des insuffisances, et si l’on voit s’esquisser les éléments d’une révision révolutionnaire du marxisme ou d’une nouvelle théorie socialiste établie sur des fondements différents ²¹.” Jean Rabaut en est le rédacteur, tandis que Louis Mercier y collabore épisodiquement.

Les deux hommes se retrouvent aux côtés de Marie-Louise Berneri, Suzanne Broido, Luc Daurat (Lucien Feuillade, dit), René Dumont, Greta Jumin, Marester, Jean Meier et Sejourne pour signer le “manifeste” d’une nouvelle “revue d’études révolutionnaires”, *Révision*, dont le premier numéro paraît en février 1938. En dehors de Greta Jumin, qui vient des Jeunesses communistes, et de Sejourne qui a fait partie du mouvement JEUNES, ces militants font partie des groupes de jeunes libertaires (Etudiants libertaires, Jeunesse Anarchiste Communiste) et des jeunes socialistes pivertistes (Jean Meier, Jean Rabaut). On retrouvera dans la revue la signature de l’anarcho-syndicaliste Nicolas Lazarévitch (L. Nicolas) — né en 1895, c’est une figure tutélaire pour Mercier — et celle de Julien Coffinet. Ce dernier, de même que Rabaut, est passé par le groupe de Boris Souvarine, le Cercle communiste démocratique, et les revues *Masses* et *Spartacus* de René Lefevvre.

¹⁹ La plupart des noms cités font l’objet d’une notice dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1914-1939*, t. 17-44, Paris, Editions de l’Atelier, 1982-1997. Elles figurent également dans le CD-Rom du *Maitron* publié par le même éditeur en 1997.

²⁰ Jean Rabaut, *Tout est possible op. cit.*, p. 288-290.

²¹ Jean Rabaut, *op. cit.*, p. 303-304.

D'entrée, le manifeste —très inspiré par Mercier — affirme que “ à l'intérieur ou en marge des tendances officielles, des révolutionnaires sincères et honnêtes rejettent les credos et les catéchismes vieilliss pour rechercher une interprétation des faits et une méthode d'action qui tiendraient compte des facteurs nouveaux que les événements de notre siècle ont révélé... ” Il constate que “ les différentes écoles socialistes paraissent répondre insuffisamment aux problèmes actuels ” et souhaite “ devenir un centre de ralliement, un point de contact possible entre tous ceux qui, sous des étiquettes différentes, pensent et luttent dans une même direction : un socialisme libre et humain, un socialisme libertaire ”, c'est-à-dire ne concevant “ la lutte sociale et la société nouvelle que sur les bases d'une démocratie véritable ”. La revue critiquera “ouvertement la politique incertaine et lâche des dirigeants de la II^e Internationale ; la politique de trahison de la III^e qui aboutit en URSS à la dictature stalinienne et à des partis communistes qui ne représentent, malgré leur base ouvrière et par le manque de démocratie intérieure, que des ambassades et des succursales de l'impérialisme soviétique ; le doctrinarisme hypercritique et stérile des diverses oppositions communistes ; l'opportunisme et le purisme qu'on trouve étroitement associés dans certaines tendances anarchistes ²².”.

Deux points sont à souligner. D'abord, contrairement à l'ensemble de la génération de l'entre-deux guerres, façonnée par la violence de la Première Guerre mondiale et fascinée par la force brute des régimes totalitaires, ces militants insistent sur l'idée démocratique. Ils conçoivent le socialisme comme réalisation d'une véritable démocratie économique, politique et sociale. Pour y mener, il est nécessaire que les organisations ouvrières fonctionnent également le plus démocratiquement possible. Dans l'extrême gauche de l'époque, seul le Cercle communiste démocratique de Boris Souvarine avait autant insisté sur cette idée. Ensuite, il faut noter la volonté d'étudier les réalités nouvelles afin de “ rechercher les solutions libertaires à la révolution en rapport avec la situation politique et sociale d'un avenir proche, dans le cadre des forces réelles existantes ” ; l'objectif étant de dégager “ un courant révolutionnaire libéré des boulets de la tradition et de l'uniforme des conformismes ”.

Devant la Guerre mondiale

Daniel Guérin a parfaitement résumé l'état d'esprit de ces militants après le 1^{er} septembre 1939 : “ Le monde qui commence n'est pas la simple continuation, l'imperceptible transformation d'un monde qui finit. La déclaration de guerre marque une rupture, un traumatisme, une mutation violente ²³.”.

Jean Rabaut est de son côté très sévère sur l'attitude des groupes d'extrême gauche et leur capacité à répondre, ne serait-ce que très partiellement à la situation à laquelle ils sont confrontés :

“ Les mesures prises par chaque organisation pour faire face à la situation créée par le conflit devaient se montrer insuffisantes jusqu'à la dérision, même compte tenu de la mobilisation de leur petit nombre d'adhérents, et de leur faiblesse financière ²⁴.”.

²² Cf. David Berry, “Charles Ridel et *Révision* 1938-1939”, in *Présence de Louis Mercier, op. cit.* ; *Révision*, n° 1, p. 3-4, pour toutes les citations suivantes sans indication d'origine.

²³ Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, Paris, François Maspero, 1976, p. 233 et p. 253.

²⁴ Jean Rabaut, *op. cit.*, p. 324.

Les réactions devant le conflit seront donc individuelles, chacun réagissant en fonction des circonstances dans des sombres temps et où les certitudes s'effondrent et tout semble aller à vau-l'eau. Comme l'écrit Victor Serge, il est bel et bien " minuit dans le siècle "...

De son côté, Mercier parvient à quitter l'Europe sur un bateau à destination de l'Amérique latine. Il y prend contact avec les mouvements libertaires et anarcho-syndicalistes d'Argentine et du Chili, avant de s'engager comme volontaire dans les Forces françaises libres par souci de revenir sur le terrain du conflit en cours. En même temps, il tente de renouer les liens avec divers militants internationalistes, notamment l'équipe anglaise de *War Commentary* autour de Marie-Louise Berneri et Vernon Richards en Angleterre, mais aussi Marceau Pivert, exilé au Mexique, et quelques autres.

L'échec de ces minorités devant la guerre est double. Échec d'abord à s'y opposer, mais aussi, et peut-être surtout par rapport à 1914-18, échec à y intervenir pour en modifier le cours : il n'y aura pas de conférence de Zimmerwald durant la Deuxième Guerre mondiale, pas plus que de tentatives révolutionnaires comparables à celles qui se succèdent de 1917 à 1921.

Les brefs espoirs de la Libération passés, la situation est très rapidement dominée par le triomphe du stalinisme, désormais auréolé de sa participation à la victoire sur le nazisme, la politique des blocs et la Guerre froide qui ne laissent quasiment pas d'espace politique à ces militants de la gauche antistalinienne.

Mercier, posant la question de savoir quelles forces seraient prêtes à l'héritage du capitalisme, constate " la presque totale inexistence du prolétariat (...) dans la candidature à (s)a succession " malgré la permanence de petits groupes révolutionnaires. L'heure est donc à la " nécessité d'échanges de documents, d'expériences et de renseignements " afin que " naisse une Internationale de fait entre tous ceux qui ne désespèrent pas ²⁵ ". C'est un peu la même réflexion que fait André Prudhommeaux quand il écrit que le socialisme est " le besoin et la volonté de recommencer la société, mais, qu'aujourd'hui — le texte date de 1949 — " le socialisme lui-même s'est perdu ; le socialisme lui-même est à réinventer ²⁶ ".

L'ampleur du phénomène

Sans prétendre à l'exhaustivité, rappelons quelques noms, en commençant par celui de la direction et ceux du comité de rédaction de la revue. Le directeur, François Bondy, avait milité avant-guerre dans le groupe " Que Faire ? " réunissant des communistes d'opposition du PCF autour d'André Ferrat ; de même pour Pierre Lochak qui signe Pierre Brizon, également ancien de " Que Faire ? " ²⁷. Jusqu'en 1956, seuls les noms de François Bondy, directeur, et Jacques Carat, alors journaliste socialiste et, il y a peu,

²⁵ L'Itinérant, " Dans les territoires libérés. Qui revendique l'héritage capitaliste ? ", *La Révolution prolétarienne*, n° 333, novembre 1949, p. 5-7.

²⁶ *Défense de l'homme*, n° 5, février 1949, p. 6-8.

²⁷ Pierre Grémion, *Intelligence...*, *op. cit.*, p. 74. André Ferrat collaborera épisodiquement à *Preuves*.

sénateur-maire de Cachan, secrétaire général de la revue, sont mentionnés ²⁸. À partir de cette date, le nom de Jean Bloch-Michel, un écrivain et journaliste proche d'Albert Camus, apparaît comme directeur littéraire. Les noms des membres du comité de rédaction sont : Louis Mercier, Paul Parisot, André Prudhommeaux et Gustave Stern. Paul Parisot milite d'abord avec les Jeunesses socialistes, les Jeunesses socialistes révolutionnaires, puis le Parti ouvrier internationaliste. Sous l'Occupation, il fait partie de la direction du Parti communiste internationaliste jusqu'à son exclusion, le 27 mars 1948, pour avoir adhéré au Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) de David Rousset. Après l'échec du RDR, il rejoint la SFIO qu'il quitte en 1956, en désaccord avec la politique algérienne de Guy Mollet ²⁹. André Prudhommeaux est l'ancien responsable de la Fédération anarchiste de langue française et l'animateur des journaux *Terre libre* et *L'Espagne nouvelle* ³⁰. Avant-guerre, Gustave Stern, d'origine polono-allemande était membre du Sozialistische Arbeiterpartei, le SAP, qui réunissait un courant de gauche venu de la social-démocratie et d'anciens communistes d'opposition du KPO comme Jacob Walcher ³¹.

Signalons que Parisot connaît Mercier depuis 1937 : ils ont tous deux participé à un cercle de discussion informel au domicile d'un correcteur proche de *La Révolution prolétarienne*, en compagnie de Nicolas Lazarévitch, Lucien Feuillade, Marie-Louise Berneri, etc. ; discussions qui devaient aboutir peu après à la création de *Révision*. Après la guerre, ils reprennent contact au moment de la création du RDR, avant de se retrouver à *Preuves* ³².

Parmi les collaborateurs réguliers de la revue, on peut également noter les noms de Michel Collinet et Aimé Patri, anciens communistes d'opposition, Collinet étant ensuite un des dirigeants de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, puis du PSOP, aux côtés de Marceau Pivert. Jean Rabaut y collabore aussi régulièrement. Le marxologue Maximilien Rubel, qui a participé durant la guerre au Groupe révolutionnaire prolétarien d'orientation ultra-gauche, y analyse pourquoi Marx est un auteur maudit en URSS.

Jean-Paul Samson, réfractaire français de la Première Guerre mondiale, traducteur d'Ignazio Silone et animateur de la petite revue libertaire suisse *Témoins*, collabore aussi à *Preuves* ³³, tandis que Lucien Feuillade, le Luc Daurat du *Libertaire* et de *Révision* d'avant-guerre, y est correcteur-rewriter ³⁴.

Il faudrait également citer les vétérans du mouvement communiste français que sont Marcel Body, Pierre Monatte, Pierre Pascal, Alfred Rosmer, Boris Souvarine qui, tous, écrivent dans *Preuves* dans les premières années de la revue, de même que les

²⁸ Cf. *Preuves, une revue européenne à Paris* (introduction de Pierre Grémion), Paris, Commentaire/Julliard, 1989, p. 586.

²⁹ Cf. *DBMOF*, t. 38, p. 50 [J.-M. Brabant et R. Prager] ; Pierre Grémion, *Intelligence ...*, op. cit., p. 281-282.

³⁰ Cf. *DBMOF*, t. 39, p. 250-252 [C. Jacquier].

³¹ Il a ensuite longtemps collaboré au *Nouvel Observateur* sous le nom de Gérard Sandoz et a publié sous ce nom *Ces Allemands qui ont défié Hitler* (Paris, Pygmalion, 1980).

³² Lettres de Paul Parisot (17 février et 2 juin 1998).

³³ Albert Camus, René Char, Gaston Leval, Louis Mercier, Pierre Monatte, Georges Navel, André Prudhommeaux, Jean Rounault (Rainer Biemel, dit), Ignazio Silone, etc. collaborent à *Témoins*. Cf. *DBMOF.*, t. 41, p. 101-103 [C. Jacquier].

³⁴ Lettre de Lucien Feuillade (28 septembre 1997).

intellectuels juifs d'Europe centrale, eux aussi anciens communistes, comme Franz Borkenau, Arthur Koestler, Manès Sperber ou l'écrivain italien Ignazio Silone, l'ancienne communiste Margarete Buber-Neumann, très impliquée dans les activités allemandes et internationales du Congrès, etc.

Rappelons également que plusieurs anciens du POUM espagnol y participent : Victor Alba, Julian Gorkin et Joaquin Maurin collaborent à *Preuves* dès les débuts de la revue. C'est par l'intermédiaire de Victor Alba que Ignacio Iglesias travaille, à partir de 1953, pour le Congrès comme secrétaire de rédaction de la revue en espagnol *Cuadernos*, destinée aux pays d'Amérique latine. Son directeur est Julian Gorkin, tandis que Louis Mercier fait partie de sa rédaction. Iglesias exerce ensuite les mêmes fonctions à *Mundo Nuevo* qui lui succède, et enfin à la revue de sciences sociales *Aportes* (1966-1971) publiée par l'Institut latino-américain de relations internationales, la branche latino-américaine du Congrès dirigée par Louis Mercier du début des années soixante jusqu'à 1972.

Quelques points communs dans l'itinéraire de ces militants

Leur première caractéristique est d'appartenir à une classe d'âge née avant 1920. Parmi les noms que nous avons cités dans *Preuves*, André Prudhommeaux est né en 1902 ; Michel Collinet et Aimé Patri en 1904 ; Jean Rabaut en 1912 ; Louis Mercier en 1914 ; Paul Parisot en 1917, etc.

Ils sont donc marqués par les luttes politiques des années trente et les échecs devant la Deuxième Guerre mondiale que nous venons d'évoquer. Ils trouvent dans le Congrès un refuge, une position de défense et de repli face à l'hégémonie du stalinisme sur la gauche et le mouvement ouvrier français.

Si l'on prend les dates de naissance des principaux militants de la première génération du groupe " Socialisme ou Barbarie ", tous sont nés après 1920 ; ces quelques années de différence avec les précédents, font qu'ils n'ont commencé à militer que durant la Seconde Guerre mondiale, ou immédiatement après : Yvon Bourdet est né en 1920 ; Serge Bricianer en 1923 ; Pierre Lanneret en 1921 ; Cornélius Castoriadis en 1922 ; Guy Gély en 1927 ; René Caulé, Claude Lefort, Jean-François Lyotard et Daniel Mothé en 1924 ; Henri Simon en 1922³⁵.

La seconde caractéristique commune de ces militants est d'être des marginaux dans le mouvement ouvrier, mais aussi dans leur propre milieu militant, qu'il soit anarchiste, socialiste, trotskiste ou autre. Mercier, avant-guerre, milite à l'Union Anarchiste (UA) dans la tendance communiste libertaire. Elle quitte l'Union en 1934 pour une éphémère Fédération communiste libertaire (FCL). Cette dernière revient dans l'UA en 1936

³⁵ Philippe Gottraux, " *Socialisme ou Barbarie* ". *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Editions Payot, 1997.

Il y a deux exceptions seulement : l'Espagnol Alberto Vega, ancien du POUM, né en 1918, et Gaston Davoust, né en 1904. Ce dernier n'y joue d'ailleurs qu'un rôle assez marginal du fait de son éloignement géographique ; le groupe est essentiellement parisien alors que Davoust réside à Nice, puis Grasse à partir de 1953.

comme tendance organisée. Elle s'en sépare à la fin de l'année suivante par suite de désaccords sur l'Espagne. Même chose pour Paul Parisot dont on a vu brièvement le parcours. Prudhommeaux vient de l'ultra-gauche léniniste, puis conseiller, avant de devenir anarchiste, etc. Ces militants sont en recherche permanente, préfèrent l'esprit à la lettre de leurs mouvements respectifs et sont tout le contraire d'orthodoxes. Intervient aussi la marginalité supplémentaire que confère l'exil dans le cas des Espagnols du POUM ou dans celui des réfugiés d'Europe centrale, tel le syndicaliste tchèque Paul Barton ³⁶ sur lequel nous reviendrons.

Ils ont également en commun d'avoir acquis un fort capital culturel grâce au militantisme. Certains sont dans l'enseignement dès l'avant-guerre. Les autres travaillent après la guerre dans la presse ou l'édition comme journalistes, correcteurs ou traducteurs. Ainsi, Louis Mercier est, après la guerre, journaliste au *Dauphiné libéré* avant d'intégrer l'équipe de *Preuves*. De même pour Paul Parisot qui travaille à *Franc-Tireur*, tandis que Gustave Stern travaillera ensuite au *Nouvel observateur* sous le nom de Gérard Sandoz, ou Jean Rabaut qui est rédacteur en chef adjoint à la Radiodiffusion française. André Prudhommeaux est correcteur et traducteur.

À ces caractéristiques sociologiques s'ajoutent surtout une analyse politique commune des méfaits du stalinisme sur le mouvement ouvrier et un point de vue minoritaire, y compris dans leur milieu militant d'origine, sur la nature de l'URSS, à l'exception de ceux qui viennent du mouvement anarchiste.

En 1977, Fernando Claudin avait bien posé le problème en soulignant que “la gauche européenne, exception faite de très petits groupes ou d'individus isolés, s'est cantonnée, jusque récemment, dans une attitude que je qualifierais de complicité avec les régimes de l'Est [...]. La gauche européenne [...] a été la principale complice du stalinisme, de la répression contre les meilleurs révolutionnaires de l'Europe centrale et contre des millions de travailleurs. [...]. La plus grande part de responsabilités incombe sans doute aux partis communistes ; mais les partis socialistes et autres secteurs de la gauche n'en sont pas exempts ³⁷.”

Ainsi le Parti socialiste a toujours oscillé entre une analyse de l'URSS comme le pays de la révolution prolétarienne ayant aboli la propriété privée, d'une part, un régime qui bafoue la démocratie, d'autre part. Cette ambivalence doctrinale va, tout au long de l'histoire, se révéler extrêmement utile car “lorsque l'Union soviétique et l'Occident, les communistes et les socialistes coopèrent, on présente la face positive. Lorsqu'ils s'affrontent apparaît la face négative ³⁸.” Au final, les socialistes, et Léon Blum le premier, refuseront toujours de considérer l'URSS comme un capitalisme d'Etat. Ce qui constituera également, *mutatis mutandis*, le cœur de l'orthodoxie trotskiste sur la question de la nature de l'URSS.

³⁶ Les renseignements biographiques sur Paul Barton sont tirés de ma notice à paraître dans le *Dictionnaire Maitron*, 1940-1968.

³⁷ Fernando Claudin, “L'eurocommunisme et “les sociétés antagoniques de type nouveau””, in *Il Manifesto, Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Paris, Le Seuil, coll. Combats, 1978, p. 237-238.

³⁸ Olivier Duhamel et Nicole Racine, “Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique”, in Lily Marcou (dir.), *L'URSS vue de gauche*, Paris, PUF, 1982, p. 151.

Pour les socialistes, prenons le cas de Paul Barton. Membre du Parti social-démocrate tchèque avant 1948, il est “ l’un des critiques les plus lucides de la politique du Parti communiste ”, et l’un des rares “ continuateurs du courant de la gauche antistalinienne ” des années trente “ à rompre le consensus pro-soviétique ”³⁹. À son arrivée en France, il constate que le soutien aux socialistes et syndicalistes est-européens exilés passe par l’intermédiaire de la CGT-FO avec l’aide de l’AFL-CIO, et non par celui de la SFIO, du fait de la non-reconnaissance des partis socialistes et social-démocrates en exil d’Europe centrale par l’Internationale socialiste. Ainsi, la CGT-FO patronne, à l’automne 1948, la création du “ Centre international des syndicalistes libres en exil ” dont s’occupera la première compagne de Barton, Hana Veltruska, durant de nombreuses années. Les analyses marxistes des luttes de classes dans les démocraties populaires de Barton impliquent que l’on considère ces sociétés comme de nouvelles formes de capitalisme, ce qui, dans tous les cas de figure, gêne les socialistes.

De même, pour ceux qui viennent du trotskisme et des oppositions communistes, la pierre d’achoppement est aussi l’URSS. Ainsi, Ignacio Iglesias explique son départ du POUM suite à des désaccords dont le principal concernait la question russe, c’est-à-dire la nature du régime soviétique. A l’encontre de ce que pensaient les trotskistes et ceux qui en étaient plus ou moins proches, Iglesias considérait l’URSS comme un capitalisme d’Etat et la bureaucratie comme une classe sociale dominante, mais son point de vue était très minoritaire, y compris dans le POUM⁴⁰.

Deux itinéraires : des effets contradictoires de la marginalité

Évoquons enfin brièvement l’itinéraire de Louis Mercier après-guerre, d’une part, de Paul Barton, d’autre part. Tous deux sont des collaborateurs de *Preuves* en même temps que de *La Révolution prolétarienne*. Les deux hommes ont fait connaissance dans le milieu de *La Révolution prolétarienne* grâce à Nicolas Lazarévitch et tenteront vainement de lancer en 1957 un mouvement “ Budapest-Barcelone ” afin de dénoncer “ les méthodes totalitaires à l’Est comme à l’Ouest ”, avec l’appui d’Albert Camus.

Dans le mouvement anarchiste de l’après-guerre, Louis Mercier reprend sa collaboration au *Libertaire* à partir de 1946. Il collabore également à *La Révolution prolétarienne* et participe à la naissance de la CGT-FO dans la région de Grenoble. Après avoir été l’un des principaux animateurs de la branche militante du Congrès — l’Association des Amis de la liberté à Grenoble, puis au niveau national —, il entre au comité de rédaction de *Preuves*, puis accède à la direction de la branche latino-américaine du Congrès au début des années soixante. Parallèlement, il continue de militer activement

³⁹ Jacques Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque. Des origines à la prise du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 1981, p. 202.

⁴⁰ Dans des “ notes autobiographiques ”, Iglesias explique qu’il avait exposé son point de vue dans un article intitulé “ Les nouvelles tendances de l’économie politique russe ” (*La Batalla*, 1^{er} février 1947), puis dans une série de quatre articles publiés d’août à décembre 1951, également dans *La Batalla* (“ Bureaucratie et capitalisme d’Etat ”). Finalement, il rédige avec Josep Rebull des thèses sur “ L’URSS. De la révolution socialiste au capitalisme d’Etat ” pour le bulletin intérieur du POUM (15 août 1952). Cf. <http://www.geocities.com/CapitolHill/9444/iglesias.htm>.

dans les milieux du syndicalisme libertaire et est un des fondateurs en 1958 de la Commission internationale de liaison ouvrière (CILO) qui publie jusqu'en 1965 un bulletin d'informations en français à Paris, en suédois à Stockholm et en espagnol à Mexico ⁴¹. La CILO est soutenue par trois petites organisations, l'Union des syndicalistes français, le Nederland Syndicalistisch Vakverbond (NSV) aux Pays-Bas, une branche de la CNT espagnole en exil, et reçoit un soutien financier de la SAC suédoise. La CILO se propose “ d'échanger des informations, d'inventorier les forces agissantes des mouvements ouvriers non étatiques et effectivement indépendantes et de les mettre en contact, d'étudier en commun les problèmes nouveaux que pose le monde moderne ”.

Pourtant, en 1965, Robert Louzon engage contre Mercier une polémique publique dans les colonnes de *La Révolution prolétarienne*. Il l'accuse d'être un “ agent américain ” à propos du soutien apporté par ce dernier à l'Association syndicale espagnole, un regroupement de diverses tendances du syndicalisme espagnol (chrétiens, socialistes, cénétistes de l'intérieur). Mercier y est favorable alors que Louzon, prenant fait et cause pour la branche orthodoxe de la CNT en exil, y voit purement et simplement une pure et simple opération de manipulation des services secrets américains.

À partir de là, Mercier se retire de *La Révolution prolétarienne* et se consacre à ses activités latino-américaines jusqu'à la publication de *L'Incredible anarchisme* (1970) où il s'efforce de tirer le bilan d'un demi-siècle de luttes libertaires afin de transmettre le flambeau aux jeunes qui ne partagent pas les illusions de la “ nouvelle gauche ” fascinée par les régimes chinois, cubain, etc. Après avoir volontairement sacrifiés l'ILARI et la revue *Aportes* auxquels il ne pouvait plus garantir leur indépendance intellectuelle, il lance le projet d'une revue anarchiste internationale, *Interrogations*, qui voit le jour en 1974.

Les accusations redoublent alors, cette fois dans le mouvement anarchiste international, sur son rôle d'“ agent notoire ”, déclenchant une véritable affaire internationale. Malgré tout, Mercier maintient le cap et développe jusqu'à sa mort une intense activité intellectuelle au service du renouveau d'un mouvement libertaire en prise sur l'évolution de la société ⁴².

Paul Barton, de son vrai nom Jiri Veltrusky, est né en 1919 à Prague. Dès le lycée, il sympathise avec le mouvement ouvrier, mais fait partie de ceux qui, à gauche, refusent avec horreur les procès de Moscou. Après avoir commencé des études de lettres à l'Université de Prague en 1938, il est contraint de trouver un emploi, l'année suivante, après la fermeture de tous les établissements d'enseignement supérieur par les autorités nazies d'occupation. Il travaille d'abord comme correcteur et lecteur chez des éditeurs pragois, puis est embauché dans le cadre du service du travail obligatoire comme tourneur dans une usine métallurgique. Il devient rapidement un militant actif des syndicats clandestins. Il est l'un des trois membres de la direction militaire du Conseil central des syndicats au moment de l'insurrection de Prague (5-9 mai 1945) qui libère la ville juste avant l'arrivée des troupes soviétiques.

⁴¹ Cf. Marianne Enckell, “ Helmut Rudiger, Louis Mercier et la Commission internationale de liaison ouvrière ”, in *Présence de Louis Mercier, op. cit.*, p. 97-112.

⁴² Cf. Amedeo Bertolo, “ Interrogations, Mercier tel que je l'ai connu ”, in *Présence de Louis Mercier, op. cit.*, p. 113-120.

Après la guerre, il reprend ses études et obtient son doctorat et un poste de maître-assistant, enseignant la théorie de l'art et de la littérature. En 1946, il adhère au Parti social-démocrate tchèque et milite dans la tendance de la gauche syndicaliste et antistalinienne.

Après le “ coup de Prague ”, Jiri Veltrusky parvient à s'enfuir vers l'Autriche, puis se réfugie à Paris. De 1948 à 1962, Jiri Veltrusky vit dans des conditions matérielles difficiles comme “ journaliste indépendant ”, collaborant à de nombreux journaux français et étrangers. En 1948, il adhère à la section française du Parti social-démocrate tchèque en exil. L'un de ses premiers contacts dans les milieux antistaliniens est l'anarcho-syndicaliste Nicolas Lazarévitch. Grâce à lui, il collabore à *La Révolution prolétarienne*. Il y traite de la lutte des classes dans les “ démocratie populaires ”. Peu après son arrivée à Paris, Barton entre en contact avec Paul Parisot et les trotskistes “ de droite ” qui publient l'éphémère revue *Confrontation internationale*. Il se consacre surtout à la publication d'un modeste bulletin ronéoté, *Masses-Informations Tchécoslovaquie* (trente-trois numéros, de janvier 1951 à juillet 1954). Il veut “ clarifier les problèmes multiples et complexes que le colonialisme stalinien fait naître et auxquels il se heurte dans un pays appartenant à l'Ouest européen tant par sa structure sociale que par sa tradition culturelle et politique ” ; soulignant que “ le combat mené par les travailleurs est tout ce que ce pays industriel et démocratique oppose de consistant aux méthodes du Kremlin ”. Parallèlement, il commente le procès de Rudolf Slansky et de ses coaccusés à Prague dans *Preuves* (n° 23, janvier 1953) et y collabore jusqu'à son départ aux Etats-Unis.

Après avoir rencontré David Rousset par l'intermédiaire de Irving Brown, il travaille dans le cadre de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire (CICRC), de 1955 à 1958, qui publie la revue *Saturne*. Il synthétise ses travaux dans *L'Institution concentrationnaire en Russie* (Plon, 1959). Il écrit aussi régulièrement dans la revue de Boris Souvarine, *Le Contrat social*. Trois ans plus tard, il commence à travailler pour la CISL, à Bruxelles, puis à New York, aux Nations Unies, et à Genève pour les réunions du Conseil économique et social de l'ONU et du Bureau international du travail (BIT). En novembre 1968, Paul Barton retourne définitivement en France comme représentant du bureau européen de l'AFL-CIO à Paris où il restera jusqu'à sa mort en 1991.

Des difficultés de transmettre une tradition, ou de la marge au centre et retour

Paul Barton est ainsi passé d'une situation marginale dans le mouvement ouvrier tchèque, puis français à une position centrale en intégrant les instances internationales du syndicalisme le plus puissant — mais aussi le plus intégré. Au contraire, celui de Mercier, marqué par des choix complexes et difficiles, a suscité de son vivant nombre de polémiques qui en ont doublement fait un marginal dans son milieu d'origine.

Pourtant, malgré — ou à cause de — cette centralité retrouvée, l'œuvre de Paul Barton est aujourd'hui malheureusement bien oubliée — y compris dans les organisations syndicales où il militait. Au contraire, malgré les polémiques et un positionnement toujours à la marge, Mercier a su transmettre nombre de problématiques et de valeurs à une nouvelle génération de militants libertaires en France et en Italie parmi laquelle son influence est encore tangible.

Leurs itinéraires respectifs illustrent bien les difficultés à transmettre une tradition politique à une nouvelle génération militante et les aléas souvent paradoxaux d'une marginalité tour à tour imposée ou assumée.

Édité en 2002